



جيل جديد
Iⵍⵓ Iⵓⵎⵎⵓⵔ
JIL JADID

PROJET DE SOCIÉTÉ

POUR UNE ALGÉRIE MODERNE

février 2017

Introduction

«Si tu constates un mal, corrige-le avec la main, si tu ne le peux pas, alors avec la parole, si tu ne le peux pas, alors avec le cœur, et c'est là l'expression de la foi la plus faible»

Hadith Nabaoui.

Dans l'Algérie des années 90 du siècle dernier, avec la première tentative d'ouverture démocratique, la notion de projet de société avait fait flores. Tous les partis politiques voulaient offrir un idéal aux Algériens, tel qu'ils l'avaient conçu selon les idéologies usuelles et les interprétations en cours. Face à l'islamisme qui couvait depuis quelques décades, une tentative de projet de société dit moderniste lui fut opposée. Mais par delà les discours politiques, il était difficile de comprendre exactement la portée intellectuelle de ces projections et encore moins les moyens pratiques pour le concrétiser.

Dans le corps de la société, la scission était là, béante et conflictuelle. La place et le rôle de la religion, de la femme, de la tenue vestimentaire ou même des interdits culinaires avaient pris une dimension dramatique dans les harengs politiques. L'Islam était l'argument d'autorité jeté à la face de tous ceux qui voulaient remettre en cause des rapports sociaux archaïques, déséquilibrés et inadaptés au monde d'aujourd'hui. Le code de la famille, la peine de mort, la liberté de travail pour la femme, les obligations religieuses, la répudiation... tout était sujet à conflit potentiel, tout devenait source de tension. La problématique idéologique s'articulait autour de questions sociétales, du rapport homme-femme, des

croyances et des rites, de l'ordre familial, de l'identité, des langues usitées...

Mais pourquoi ces thématiques se sont-elles imposées avec cette intensité? Pourquoi précisément en cette fin du XXe siècle en Algérie? S'agissait-il d'une impasse politique? Cela relevait-il de la nature même du régime instauré depuis l'acquisition de l'indépendance? Cela s'expliquait-il par l'échec de l'expérience socialiste et du parti unique tentés depuis 1962? Des conséquences de la colonisation? D'où venait exactement cet emballement de l'histoire et ce bouleversement de la donne concernant la perception de la société? Autant de questions qui ne trouvaient point de réponses et restaient de ce fait en suspens.

Les partis politiques séculiers, modernistes ou nationalistes, les plus en vue et les mieux outillés, n'embrayaient pas ou plus sur la société. Seul le courant islamiste semblait avoir définitivement emporté toutes les batailles, le vent en poupe. Il lui restait toutefois la guerre à gagner pour confirmer son ascendant définitif ! Son discours empreint de religiosité mais caractérisé par une effervescence passionnelle et des attitudes enfiévrées, était rétrograde, misogyne, traditionnaliste et en même temps violent. Le recours au rapport de force brutal semblait être dans sa nature même. Populiste, totalitaire, sectaire, le mouvement ne pouvait qu'aboutir à l'initiation de troubles majeurs. Et pourtant, il semblait en même temps profondément en phase avec l'état d'esprit d'une bonne partie du peuple. Il a incontestablement incarné la volonté du petit peuple même si celle-ci apparaissait comme fantasmagorique et quelque peu naïve. La rupture entre l'Algérie profonde et les notions de liberté, d'émancipation, de démocratie semblait ontologique. Comble de l'ironie, ceux qui défendaient la démocratie devaient par la suite se mettre au travers de la route de la majorité du peuple. Le régime du parti unique, du socialisme « spéci-

fique », du progressisme était l'objet d'un rejet viscéral et la seule alternative semblait être le retour aux « sources » et la restauration des valeurs « authentiques ».

Après les événements d'Octobre 1988, l'heure n'était donc pas aux débats d'idées. Qui pouvait d'ailleurs en formuler et en soumettre impunément à l'opinion publique? L'université, vidée de sa raison d'être, n'était plus qu'une machine à reproduire au pareil des « porteurs de diplômes » sans esprit critique. L'élite universitaire n'avait pas la capacité d'entreprendre pour le compte d'une société désespérée, une longue et douloureuse introspection tellement nécessaire pour proposer de vraies réformes. Les hommes politiques étaient souvent démunis face à la profondeur de la crise. Qui donc pouvait plonger dans les abysses psychologiques d'une société saisie de violents soubresauts et en plein tourment? En effet, on ne peut concevoir un projet de société sans d'abord analyser et même osons-nous dire psychanalyser la société elle-même. Agir sur une société pour dénouer des nœuds, fluidifier son flux vital, la libérer de ses complexes si puissants et si nuisibles, doit être précédé par une compréhension intime de son esprit, de sa structure inconsciente, de ses points forts et de ses points faibles.

Aucun courant de pensée, aucun mouvement politique, quelle que soit sa pertinence et sa dimension, ne peut inventer de facto un modèle de société et l'imposer à un peuple dont les éléments psychosociologiques et anthropologiques ne s'y prêtent pas. Or, ni le socialisme, dût-il être spécifique, ni l'islamisme, distorsion idéologique et affective de l'islam, ni le populisme, de nature sentimentaliste et démagogique, ni un capitalisme cupide et matérialiste, ne pourront apporter le remède dont notre société a présentement besoin. Oui, il faut bien parler de remède car, comme peut l'être toute autre société, la nôtre a été

atteinte d'un mal, d'une pathologie, ayant surgit d'elle-même, de ses propres entrailles, sans qu'elle ne le sache ni ne le comprenne et, par conséquent, ne le prévienne.

Aujourd'hui, un projet de société ne peut être un programme pour énumérer les millions de logements à construire, les emplois à créer et les crédits à offrir. Un projet de société doit fondamentalement relever un défi historique en proposant un idéal partagé, car compréhensible, séduisant et réalisable. Il faut offrir un dessein et une vision d'avenir qui s'enracinent en une croyance collective puissante et exprime une raison d'être transcendant les égoïsmes et sublimant les qualités intrinsèques d'un peuple. Ce projet de société doit être pensé et mis en œuvre par une élite digne de ce qualificatif, en phase avec son peuple et avec le monde d'aujourd'hui. C'est à cette tâche que ce travail est dédié.

I. La problématique algérienne

L'Algérie affronte une mutation profonde de ses structures sociétales. Nous passons d'une société traditionnelle à une forme de modernité naissante non encore stabilisée. Les changements des valeurs anthropologiques sous jacentes à la société ont provoqué des troubles très profonds des comportements et un désarroi de la collectivité. C'est l'univers social (affectif) qui est en cause. Une modernisation exogène et impensée, imposée à une société traditionnelle sclérosée a désorienté les Algériens et créé un malaise par la perte de repères intériorisés.

L'Algérie n'est pas dans une pathologie d'excès sécuritaire ou guerrier. Rien n'indique que la société ait une tendance à l'esprit de guerre qui est reflété par des valeurs de grande discipline et de rationalisme. Tout au contraire, c'est le laxisme, l'indiscipline et l'absence du sens de responsabilité qui dominent. Le terrorisme et les violences dramatiques qu'elle a vécus sont les symptômes réactifs, dérivés d'un bouleversement de l'univers affectif. Les troubles affectifs ont alors été associés à une réactivation des univers sécuritaire et religieux.

Malgré les apparences d'une religiosité, parfois forcenée, les Algériens sont au fond, souvent en défaut quant au respect des valeurs morales. Fraude, triche, vol, violence, mensonge, hypocrisie, impolitesse, arrogance ne sont pas rares et démontrent s'il en était besoin que le ritualisme religieux n'est qu'une façade pour cacher l'affaîssement générale de la foi et de la morale traditionnelle dans la société. Ces phénomènes de transgression viennent de l'enfermement de l'individu dans l'enclos exigü des traditions dont il veut sortir, attiré par un monde moderne plein de tentations. Ne pouvant le faire ouvertement à cause du poids de la société, il est amené à transgresser les

règles séculaires par des voies contournées. Cela donne des comportements d'hypocrisie très répandus. Les troubles de l'univers affectif se manifestent également par des comportements sentimentaux immatures. Les humeurs et les affects dirigent souvent les actes en lieu et place de la raison froide et de la lucidité. La vanité, la prétention et les fanfaronnades cachent en fait un malaise plus profond, une perte de confiance en soi et une perte du sens logique de l'action.

La dislocation des vieilles structures de la société traditionnelle, sous les coups de boutoir de la modernité, a entraîné la décomposition de son « blindage » à caractère sacré, soit la morale religieuse. La partie instrumentée de la religion, utilisée comme « carcan » de renforcement de la tradition est de fait, elle aussi, en voie de destruction. L'Islam avait donné une cohésion et une force exceptionnelles aux structures traditionnelles. Leur inéluctable recomposition mettra à mal la dimension religieuse de la société, aujourd'hui en crise et en proie à l'incohérence générale.

La désorganisation fonctionnelle des codes sociaux a entraîné des troubles au sein de la société. Le désordre immerge peu à peu tous les compartiments et toutes les activités de la nation. Celle-ci se fracture entre individus à tendance traditionalistes ou modernistes selon les situations et créant des attitudes schizo-phrènes. Le besoin d'un recours à des structures stables, censées apporter de l'ordre, sollicite l'institution religieuse (lutter par tous les moyens contre la dissolution brutale et effrayante de la morale est la solution pour certains) ainsi que l'institution sécuritaire (sécuriser les citoyens dans leurs libertés publiques contre les nouveaux inquisiteurs est l'issue pour d'autres). Ces deux institutions sont sollicitées sans cesse et appelées à la rescousse pour compenser la perte de l'ordre qui devait

découler normalement d'un univers social (affectif) stable et apaisé.

La société d'aujourd'hui

Depuis des décades, la société algérienne vit des bouleversements successifs et douloureux qui impliquent les fondements de ses structures politiques, sociologiques et psychologiques et qui la mènent vers une nouvelle configuration sociétale.

D'abord lentement durant la première moitié du XXe siècle jusqu'au soulèvement nationaliste, puis de plus en plus rapidement après l'accession à l'indépendance, les mutations ont fini par prendre une allure incontrôlée aux conséquences tragiques.

Comme tous les peuples, les Algériens n'ont conscience que d'une couche superficielle de leur vécu. La vie économique, sociale et politique est perçue, à tort, comme le moteur d'une évolution désirée, crainte ou refusée. La réalité est que l'aspect extérieur, l'aspect manifeste de cette vie, n'est que le résultat visible d'une réalité inconsciente très profonde qui, elle, motive les choix et les actes des individus et par extension, de toute la société.

Ce sont les valeurs anthropologiques, tels des logiciels qui gèrent toutes les fonctionnalités d'un ordinateur, qui sont aux commandes des comportements sociaux et qui se traduisent alors en système sociologique, économique et politique.

Des mouvements de fond dans les structures mentales opèrent comme la tectonique des plaques. Les valeurs les plus puissantes qui déterminent les comportements, les choix et les espoirs des populations sont celles qui sont inscrites dans la structure même de l'inconscient collectif et qui deviennent de ce fait, comme des vérités intangibles auxquelles se lie le sens de la vie de chacun. Les psychanalystes appellent cette instance, le Surmoi. Ces

valeurs ont été sculptées durant des siècles au travers un mode de vie forcément en rapport direct avec le milieu ambiant, géographique, climatique, biologique etc....

Des normes comportementales et sociales se sont ainsi établies sur le très long terme. Ce lien avec la terre a permis la construction d'une vision du monde. Le mode de vie que cela implique et les normes établies sont alors transmis de génération en génération avec une haute fidélité grâce au conditionnement des enfants par une éducation familiale normalisée, puis par les institutions éducatives (zaouïas, mosquées...) et, enfin, maintenus par une pression sociale intense.

Dans ce rapport au concret (nature du territoire, économie de l'eau, agriculture et élevage, climat, pression démographique, règles primaires de la vie en commun, insertion des croyances religieuses, appréhension des phénomènes naturels, explications métaphysiques etc.) les hommes finissent par créer un mode de vie cohérent avec leur époque et leur milieu.

Avec le temps, il s'établit des stéréotypes comportementaux qui reviennent comme des leitmotivs dans chaque situation où l'individu est appelé à faire des choix ou à prendre des décisions. Tout comme des programmes préétablis, les attitudes, comportements et actions sont prédéterminées en grande partie par une imprégnation psychologique de ces stéréotypes qui, au final, constituent les structures mêmes de la société.

Plus ce système est cohérent et plus longtemps il peut durer. Lorsque le mode d'exploitation du territoire est en harmonie avec le rituel social, les valeurs comportementales et les croyances religieuses, la structure sociétale sera puissante et perdurera sur des siècles. La dimension sacrée d'une religion bien adaptée à ces structures sociétales les consolidera

et les verrouillera définitivement. La religion devient l'armature de renforcement d'un ordre social qui, à l'origine, s'était constitué en dehors d'elle, et auquel elle donne la dimension du sacré pour empêcher toute velléité de changement, ou d'évolution, assimilée à une transgression religieuse.

Ce sont des dysfonctionnements internes à l'univers affectif et l'ébranlement concomitants des structures de la société qui ont été à l'origine de la décennie noire et de sa violence dramatique. Pour sortir rapidement de cette étape inévitable sans avoir à rajouter aux dégâts déjà immenses et réussir sa nécessaire métamorphose, l'Algérie doit préparer un modèle de société qui lui sied. Un modèle de société qu'elle doit construire avec les matériaux qui ont cours aujourd'hui : la responsabilité, la justice, la créativité, la solidarité. Il faudra trouver un nouvel équilibre entre les univers affectif, matériel, sécuritaire et spirituel.

II. Quel chemin prendre?

Ce n'est pas à l'homme (ou dorénavant la femme) politique de transformer la société. Cependant, la classe politique doit comprendre les forces profondes qui agissent au sein de cette dernière pour l'accompagner avec un rôle de facilitateur. Le politique doit résoudre les conflits et les tensions qui tiraillent sans cesse la société en fonction d'une vision claire sur l'avenir. C'est la société qui, imperceptiblement, impose son propre projet de société. En l'occurrence, la société algérienne doit être aidée par un pouvoir légitime et compétent à dépasser au plus vite ses contradictions internes, à renforcer ses points forts, à réparer ses points faibles. Un pouvoir qui anticipe doit adapter la structure de l'Etat aux réels besoins de la population qui se profilent : citoyenneté, tempérance du rapport de force, légitimité du gouvernement, respect des libertés, performance économique... Un pouvoir intelligent doit également accélérer la prise de conscience politique et l'éducation des citoyens dans des valeurs essentielles : sens des responsabilités, justice mais aussi innovation ou solidarité.

L'Algérie est face à un immense défi : reconstruire sur des bases rationnelles, une société actuellement désarticulée et délabrée. Il faut rétablir une échelle de valeur conforme aux exigences du monde moderne et reconstruire un « Surmoi collectif » capable de créer de l'harmonie dans la communauté. C'est à travers une lente et longue mutation que s'inscrit désormais le rapport entre l'individu, la conscience citoyenne et le pouvoir. C'est essentiellement la prise de conscience par les acteurs, des forces motrices profondes qui portent le changement et lui indique le chemin à prendre qui leur permettra, par l'action

politique, d'aider la société à retrouver ses repères et à se stabiliser dans ses structures.

Comprendre le fonctionnement de la société en général et de la nôtre en particulier, nous permet de saisir l'origine des anomalies et autres pannes du pays. Ces dernières entravent sa marche vers un monde plus moderne, mieux adapté au présent et en meilleure capacité d'offrir plus de bonheur aux citoyens et à lui assurer une sécurité sans sacrifier sa liberté.

L'effondrement de la structure interne à la société traditionnelle a entraîné des dégâts immenses tant pour la collectivité que pour les individus. Cette fin aurait pu être prévue et l'évolution générale de la société mieux accompagnée. Aujourd'hui, la société semble être toujours sous l'emprise de la tradition mais celle-ci a cependant perdu sa cohésion interne et n'est plus en mesure d'entretenir les ambitions et les rêves légitimes de notre nation. Déstructurée, affaiblie par un combat inégal face à la modernité, elle a été démantelée et fragmentée. Elle subit un processus de résorption qui peut, cependant, être très long et donc pénible.

On ne remontera pas le temps

Il y a peu de risques pour qu'un retour en arrière soit possible. Les moments de violence totale des années 90 sont désormais loin derrière nous. Ils ne reviendront pas. Cependant, cela ne signifie pas que d'un coup, au prix d'une guerre civile, les structures traditionnelles ont été remplacées par de nouvelles, plus adaptées au monde moderne. Au contraire, la disqualification des traditions laisse devant nous, un vide immense qui risque de perdurer, de créer encore des tensions, du stress et des névroses.

Si les Algériens commencent à percevoir leur problème sous cet éclairage, ils ne le saisis-

sent pas totalement et avec discernement. Ils ne le réfléchissent pas en termes systémiques. Jusqu'à présent, le terme « société » a été perçu comme un vocable désignant une collection de personnes qui, à la limite, avaient certaines préoccupations en partage. Et c'est tout. Peu de gens ont conscience de l'effet extrêmement puissant et contraignant des structures de la société, chacun croyant naïvement agir en toute liberté et en toute bonne foi en tant que personne mentalement autonome.

La société, faut-il le répéter, est en fait un logiciel, un programme de comportement social stéréotypé que reçoivent les individus dès l'enfance, et qu'ils intègrent comme partie prenante de leur réalité. Ce programme partagé prend la forme d'une structure extérieure aux individus à laquelle, bon gré mal gré, ils se soumettent, toujours de manière inconsciente. Ainsi, la société devient une entité complexe, faite d'une myriade d'individus interconnectés et fonctionnant de manière harmonieuse chacun dans sa propre « niche psychosociologique ». Le tout est alors cohérent et vivant. Les structures de la tradition sont alors intégrées dans le subconscient et s'établissent en tant que normes dont la transgression entraîne culpabilité et honte.

Depuis 1962, la société qui était en place, dite traditionnelle, a été attaquée violemment par des valeurs nouvelles, souvent antagonistes à celles qui la fondaient. Jusqu'à aujourd'hui, et extérieurement, malgré certains remaniements visibles, cette société traditionnelle semble être toujours souveraine. En réalité, ses piliers internes ont été sapés. L'édifice tient dans certaines de ses parties mais n'est plus fonctionnel. La tradition ne répond donc plus aux raisons qui l'ont constituée.

Les Algériens ne le savent pas encore, mais avec la destruction de la société traditionnelle, ils sont eux-mêmes directement atteints : leur programme comportemental est devenu inapte à poursuivre un travail collectif. Ils deviennent nuisibles les uns pour les autres, antagonistes entre eux et finalement sombrent tous dans le stress, le mal-être et le désarroi.

Par ailleurs, une partie de leur culture religieuse ritualiste, a été ébranlée étant donnée son alliance intime avec la tradition. L'utilisation abusive du sacré pour le maintien des structures traditionnelles s'est retournée contre la religion lorsque la modernité s'est introduite par effraction dans l'univers mental des Algériens. Avec le changement des valeurs anthropologiques en cours, l'Islam va être de plus en plus contesté, d'abord de façon subtile puis, par la suite, frontalement. Sur les deux ou trois générations à venir, l'Islam tel que nous le connaissons subira de profonds changements essentiellement du point de vue formel. Pourtant, la société algérienne en gardera de très profondes traces dans sa culture. La sécularisation progressera avec des à-coups, avec quelques chocs dus aux résistances, mais probablement de manière irréversible. L'univers spirituel risque alors de rétrécir, de s'assécher et de se résorber ne laissant qu'une armature virtuelle d'inspiration islamique, tout comme a été le sort du christianisme dans ses versions catholique ou protestante dans une Europe médiévale qui détruisit sa société traditionnelle, créant un vide comblé alors par les nationalismes naissants.

Cette évolution probable n'est pourtant pas à souhaiter. Tout au contraire, au fur et à mesure que le formalisme ritualiste reculera, il faudra combler la faille religieuse par une spiritualité de qualité.

Ambition et réalisme

L'Islam a d'immenses réserves spirituelles. Ce sera l'atout déterminant pour faire épanouir et renforcer notre personnalité et notre identité. Dans cette optique, il sera essentiel de déconnecter l'Islam des structures de la société traditionnelle. L'Islam ne doit pas être mis au service d'une forme obsolète de société. Tout au contraire, l'Islam, dans sa dimension divine et spirituelle doit aider les hommes à devenir des êtres libres et libérés des conditionnements sociaux archaïques.

Il faut impérativement inscrire l'évolution de l'Algérie dans une perspective universaliste. Or, le monde entier, par la globalisation, est en bute à de très graves questions : la fin du pétrole et de l'énergie bon marché, la pénurie d'eau, les changements climatiques, les pollutions, la pauvreté...

L'Algérie doit avoir les plus grandes ambitions possibles. Cependant, son ambition ne doit pas être plus grande que ce que le réel peut offrir. La consommation excessive et débridée qui accompagne un univers matérialiste hypertrophié est hors d'atteinte.

La dimension spirituelle et culturelle doit être encouragée. L'Algérien doit reconstruire un équilibre entre ses quatre univers de façons raisonnable. Il doit apaiser ses affects, enrichir son humus culturel, organiser sa sécurité et nourrir sa sensibilité spirituelle.

L'Algérie a-t-elle les moyens d'une telle évolution ?

La question en elle-même est un défi et la réponse qu'elle appelle, un risque. Mais « qui ne risque rien n'a rien » dit l'adage. L'Algérie doit se décider à construire son destin. Et elle a des atouts.

Beaucoup d'atouts

Tout d'abord, il y a l'éclosion d'une nouvelle génération d'Algériens. Libérés de beaucoup de contraintes liées à l'univers mental traditionnel, les jeunes d'aujourd'hui, pour un certain nombre d'entre eux au moins, sont mieux éduqués, plus cultivés, mieux adaptés aux nouvelles relations sociales. Ils sont prêts à vivre différemment que leurs aïeux. Pour le moment, ils ne forment pas la majorité. Ils sont eux-mêmes tiraillés entre des croyances qui leur ont été transmises mais devenues problématiques et un horizon nouveau qu'ils n'arrivent pas à percevoir ni à imaginer. Dans la société qui se profile, les rapports hommes/femmes se rééquilibrent peu à peu, la mixité devient plus naturelle. L'individu commence à s'imposer face au groupe avec parfois, il est vrai, des excès : juste retour de balancier dirons certains ! Par ailleurs, la pression économique agit en sélectionnant de nouveaux profils psychologiques. Vu le système politique actuel du pays, il faut souvent faire fonctionner ses réseaux familiaux, tribaux ou régionalistes pour progresser dans le champ économique. Mais il y a aussi quelques qualités complémentaires nécessaires aux candidats à l'enrichissement : audace, action, créativité, maîtrise de l'environnement, ambition...

L'installation d'une classe possédante induira forcément la naissance d'une nouvelle technocratie, une classe moyenne plus compétente, plus performante que la précédente par le jeu de la concurrence et du mérite. Plus que cela, les rapports d'autorité évolueront nécessairement. Le rapport de force traditionnel sera moins productif. Des rapports de raison vont peu à peu s'imposer. Le travail d'équipe,

du collectif, de l'échange deviendront des objectifs de management.

Mais, la question qui se pose pour chacun de nous, à titre personnel, est : que faire concrètement ?

Maintenant que la tradition est en pleine débâcle, pouvons-nous vivre sans structures sociales ou bien doit-on (et peut-on) la remplacer par autre chose ? Y a-t-il une société « moderne » prête à l'emploi et que signifierait-elle au juste pour nous ?

Quelle modernité ?

Le réflexe facile serait bien entendu de proclamer la victoire inéluctable de la modernité et la fin de l'histoire ! Celle-ci, par opposition à la tradition, pourrait être caractérisée par certains traits : individualisme affirmé, cellule familiale réduite au couple avec enfants mineurs (famille nucléaire), ou même recomposée selon plusieurs schémas incluant les couples homosexuels, émancipation et libération de la femme, tendance vers une indifférenciation sexuelle (théorie du genre), liberté de conscience, liberté d'initiative, propriété privée prononcée, matérialisme, hédonisme à tendance narcissique...

Le couple société-culture moderne a donné ainsi naissance à une civilisation matérielle et technologique exceptionnelle offrant une puissance extraordinaire aux pays développés. Mais elle n'est pas sans paradoxes. Elle véhicule également des valeurs destructrices du lien social, de la solidarité et de la fraternité. La spiritualité s'est rétrécie en peau de chagrin. Les univers affectif, sécuritaire, matérialiste et spirituel sont déséquilibrés. L'homme a de grandes difficultés à trouver les raisons de vivre. Par dépit, il ne reste plus que la recherche de l'activation et l'excitation de ses sens.

A chaque fois qu' homo sapiens fait un saut vers une organisation nouvelle, plus sophistiquée, il traîne avec lui le bon et le mauvais côté qui le constitue, comme le dit si bien le Coran :

« Par l'âme en son équilibre, du fait qu'Il lui inspira le mal et le bien intrinsèquement. » S91V7-8.

A chaque pas évolutif, il gagne de nouveaux horizons mais perd en même temps de sa substance.

La modernité a, peu à peu, sécularisé et rationalisé les esprits, contribuant à la régression de l'esprit magique primitif et dans son sillage, a entraîné la dévalorisation de toute spiritualité. Les univers mentaux matérialiste et sécuritaire sont devenus hégémoniques, les univers affectifs et spirituels, chétifs et rabougris.

Au niveau individuel, le délitement social provoquée par la modernité est vécu avec de l'anxiété, des névroses, des dépressions... La solitude des vieux devient une fatalité que même la compagnie des animaux domestiques n'arrive pas à rompre.

Lorsque l'on regarde de près les sociétés dites modernes, surtout avec l'œil de la tradition, elles apparaissent comme froides, rationalistes à la limite du cynisme, inscrivant tout acte humain dans les colonnes « actifs » et « passifs » des livrets de comptabilité. Tout est traduit en chiffres.

Il est donc légitime de se demander si le démantèlement des traditions ne nous mènera pas au vide dépressif, voire suicidaire. Les croyances en des stéréotypes structurants étant maintenant inopérantes, seule la force extérieure des lois peut alors s'imposer. L'Etat, qui détient le monopole de la violence, est sommé de sévir pour maintenir l'ordre.

S'étant affaiblie de l'intérieur, la société doit maintenant se maintenir grâce à un « exos-

quelette », c'est-à-dire des structures qui s'appuient pour l'essentiel sur les règles du droit positif et non plus sur des croyances intégrées dans la subjectivité. Ce n'est plus l'emprise des sentiments, de l'honneur et de l'esprit qui règne sur les comportements qui est légitime. Dorénavant, c'est le droit, énoncé par des institutions qui doit faire office de référence. Les réactions pulsionnelles, façonnées par les valeurs anthropologiques et déclinées à travers « l'honneur » et l'amour-propre, n'ont plus de légitimité, ne se justifient plus. Il est aujourd'hui difficile de réclamer le droit de tuer celui par qui un déshonneur serait advenu. C'est la loi, discutée et votée au parlement qui va dire le bien et le mal, le vrai et le faux!

La tradition qui mettait en œuvre le droit coutumier mâtiné de sacré, bat en retraite. Elle se retire progressivement du champ de l'action humaine, parfois sur la pointe des pieds, d'autres fois plus brutalement. Mais la tendance historique est que homo sapiens, finira par construire la société par le droit. Le spirituel deviendra l'affaire des individus s'ils ont les moyens de son appréhension. Si tel est l'avenir, l'homme démunie de la notion du divin risque de se perdre en lui-même, n'étant pas maître des raisons de son existence.

Les sociétés modernes actuelles se sont reconstruites tant bien que mal, au gré des rapports de force qui agitaient ses élites, ses classes sociales et les indices de la bourse, c'est-à-dire, finalement sans plan directeur préconçu.

Nous pouvons refaire cette expérience. Laisser le temps qu'il faut pour que petit à petit, un nouvel équilibre s'établisse ; comme on laisserait une plaie se refermer avec le temps. Elle finira bien par cicatriser.

Mais on peut également intervenir à bon escient, comme un catalyseur, juste pour accélérer certains changements, en favoriser ceux

qui sont porteurs d'efficacité ou freiner et faire ralentir ceux qui sont à l'évidence négatifs. Ainsi, on gagnerait du temps, tout en diminuant les souffrances, grâce à l'éclairage des bons chemins à prendre.

Bien entendu, il ne s'agit pas de venir avec une recette bien écrite et conçue en laboratoire. Il faut juste être attentif aux pulsations de la société et agir en cohérence avec les forces profondes qui travaillent à l'évolution positive de la nation.

Il sera nécessaire de mener des réformes de fond sur plusieurs fronts : religieux, identitaire, et bien entendu sur celui des valeurs et des principes de vie. C'est-à-dire, en définitive, agir sur ce que nous avons défini dès le début de cet essai comme étant le « génotype » de la société, soit sa culture. Aujourd'hui, nous sommes en « devoir d'agir », chacun à son niveau. Nous sommes tous responsables !

III. Un Islam mieux compris

Arrivé à ce point de notre développement discursif, il nous paraît nécessaire de replacer, en quelques lignes, le cadre général de la révélation coranique et de ses objectifs, vu l'immense pouvoir de l'Islam sur l'âme algérienne. L'objectif étant ici, la réforme de l'homme par l'ijtihad.

Dans la logique du musulman qui a foi en Dieu et qui tente de comprendre sa religion à travers les textes sacrés, la raison ultime de la création de l'univers et de l'existence humaine est donnée par le Prophète dans une parole inspirée :

« Dieu déclare : « J'étais un trésor caché et J'ai aimé à être connu. J'ai donc amené à l'existence les créatures afin qu'elles Me connaissent » Hadith Qudussi.

Ainsi, la religion est ce que Dieu, primordialement, enseigna à l'homme pour qu'il Le connaisse. L'objet essentiel de la religion est d'apprendre aux hommes à connaître Dieu.

Dieu étant unique, Sa religion l'est aussi. Tous Ses envoyés, Messagers ou Prophètes, ont enseigné la même vérité. Leurs révélations se complètent et les divergences constatées sont le fait des hommes par leur confusion entre l'accessoire et l'essentiel, entre le temporel et l'éternel ou par dénaturation, quelles qu'en soient les raisons.

Rite et spiritualité

Les grandes religions, par leur morale apportent une dimension sociale, y compris dans le domaine de la vie intime des humains. Mais cet aspect est accessoire pour elles. L'ultime but de la religion est de préparer l'homme à connaître Dieu et à retourner à Lui. Un ordre social stable et paisible n'en est qu'une des conditions. Le modèle de société lui-même est secondaire par rapport à l'objectif final de la religion. Pour le Coran, l'homme musulman, porteur de la forme et du rite islamique, est intrinsèquement différent du croyant qui porte la foi et qui progresse dans sa spiritualité ! Il fait une distinction nette et claire entre « musulman » et « croyant » :

« Les arabes bédouins ont dit : Nous croyons (en Dieu). Dis-leur : vous ne croyez pas ! Dites plutôt : Nous sommes devenus musulmans ! Car la foi n'a pas encore pénétré dans vos cœurs et si vous obéissez à Dieu et à Son envoyé, il ne vous lèsera en rien dans

vos mérites, car il est très clément et très compatissant » S49V14.

Les principes de base de l'Islam, comme ceux de toutes les grandes religions peuvent être résumés comme suit :

Croire en un Dieu unique,

Croire en la vie éternelle et au jugement dernier,

Connaitre et respecter les devoirs et les droits de chacun,

Considérer la vie sur terre comme une épreuve à l'issue de laquelle les méritants seront récompensés par le Paradis et la vie éternelle.

Toute religion révélée comporte deux niveaux, l'un exotérique ou niveau rituel, l'autre, ésotérique ou niveau spirituel. Le but essentiel de

tous les messagers divins était de sensibiliser les hommes au niveau spirituel de la religion, le niveau rituel n'étant qu'une phase préparatoire.

Le niveau rituel, ou le formalisme religieux, a pour fonction d'assurer l'ordre et la paix sociale et de préparer le croyant à aborder le niveau spirituel. Le niveau rituel comporte à la fois :

- 1) des principes fondamentaux, tels l'unicité de Dieu,
- 2) des préceptes moraux, tels l'interdiction de tuer, de voler, de mentir etc.,
- 3) des prescriptions usuelles qui sont de deux ordres :
 - a) des prescriptions dévotionnelles, tels que les prières, le jeûne, la zakat...
 - b) des prescriptions sociales et coutumières, tels le mariage, la succession, le commerce...

Au niveau rituel, l'interprétation des textes est littérale, et devient souvent source de contradictions et de confusions.

Le niveau spirituel, lui, est l'aboutissement et le prolongement du niveau rituel. Son objet est la spiritualité, la quête de la Vérité, la connaissance de Dieu..., théoriquement, le but de toute religion.

« Aucune âme ne connaîtra la foi sans que Dieu ne l'ait permis... » S10V100.

Ce n'est donc pas aux gardiens du temple de forcer les hommes à croire ou à mécroire.

Le niveau spirituel rapproche tous les hommes, quelle que soit leur religion. Quand la religion néglige son objet principal, elle prend davantage un rôle social qu'un rôle spirituel. Lorsque l'aspect spirituel est occulté, la « religion de Dieu » se dégrade en « religion des hommes ». Alors, les discours divergent, la discorde et

l'intolérance émergent. La religion se divise en schismes, en confessions diverses, elles-mêmes subdivisées en de multiples branches et tendances, déchirant les hommes.

Réhabiliter les bonnes valeurs

Le retour au Coran est une étape inévitable pour qui veut réformer le monde musulman. Une lecture critique moderne du texte est devenue nécessaire à la lumière des connaissances actuelles.

Dieu est bien plus grand que les projections fantasmagoriques de certains esprits engoncés dans des certitudes étroites et stériles. Le Coran doit être relu en le mettant en perspective avec toutes les sciences contemporaines. Si nous sommes sûrs que le Coran est une révélation divine, alors il ne faut pas avoir peur de le soumettre à une analyse critique. Il est nécessaire de faire le tri entre les dispositions claires du Coran et de la Sunna qui lui est complémentaire, des propos et des interprétations ambigus ou même carrément absurdes de certains ulémas.

« C'est Lui qui t'a révélé le livre contenant des versets parachevés –qui en sont la matrice– et des versets ambigus. Les sceptiques s'attachent à ce qui est équivoque par esprit de contradiction..., alors que son interprétation relève uniquement du savoir divin » S3V7.

Il est par ailleurs essentiel de briser certaines croyances qui sont à la base de l'enfermement intellectuel des musulmans. Ainsi, le musulman doit se réapproprier l'esprit d'ouverture et de tolérance du Coran et réaliser qu'il n'est

pas sur terre pour régenter la vie des autres au nom de ses propres croyances.

« Il ne t'incombe point de les mettre sur la bonne voie ; c'est plutôt à Dieu qu'il appartient de bien diriger qui il veut » S2V272.

Une pratique saine de l'Islam, signifie faire l'effort d'aller vers Dieu par le chemin qui est accessible. Par l'Islam, nous devons agir pour le bien tel que la raison peut saisir cette signification. Il faut cesser de vouloir imposer nos croyances aux autres en pensant que forcément nous sommes en possession de la vérité absolue et que les autres sont dans l'erreur.

Une lecture simple du Coran peut nous démontrer ces évidences.

Faut-il être obligatoirement musulman en cette vie pour plaire à Dieu ? Le Coran répond :

« Nul contrainte en religion » S2V256.

« ... Le Prophète et les croyants croient en ce que Son Seigneur lui a révélé. Tous croient en Dieu, en Ses Anges, en Ses Livres et en Ses Prophètes sans établir aucune distinction entre eux. Ils disent : « Nous avons entendu et nous obéissons ; pardonne-nous, Ô Seigneur, car tout revient vers Toi ». S2V285.

« Ô croyants, qu'un peuple ne se moque point d'un autre car il se pourrait que ce dernier soit meilleur qu'eux... » S49V11.

« Si ton Seigneur l'eut désiré, tous les hommes eussent été croyants. Alors, sache que tu n'as

pas à contraindre les gens afin qu'ils croient » S10V99.

« Aucune âme ne connaîtra la foi sans que Dieu ne l'ait permis... » S10V100.

« Tu ne peux guider qui tu aimes, seul Dieu guide celui qu'il désire... » S28V56.

Faut-il être obligatoirement musulman pour aller au Paradis ? Le Coran répond :

« ... A chacun Nous avons indiqué une voie générale et un chemin spécifique. Si Dieu l'avait voulu il aurait fait des hommes une seule communauté religieuse mais il en est ainsi afin de vous éprouver par ce qu'Il vous a attribué. Rivalisez donc en bonnes œuvres, car c'est à Dieu que vous ferez tous retour. Il vous informera alors quant à vos divergences » S5V48.

« Certes, ceux qui ont la foi, agissent vertueusement, prient, acquittent l'aumône, ont leur récompense auprès de leur Seigneur. Ils ne connaîtront ni peur ni affliction » S2V277.

Peut-il y avoir une liberté de conscience en Islam ? Encore une fois, le Coran répond :

« S'il avait été de la volonté de ton Seigneur, tous les hommes auraient été croyants. Contraindrais-tu les gens à croire ? » S10V99.

« S'il avait été de la volonté de ton Seigneur, les hommes auraient formé une seule communauté... » S11V118.

« ... C'est Dieu qui vous a gratifié en vous guidant vers la foi... » S49V17.

Quel doit être le comportement du musulman vis-à-vis des autres religions ?

« Appelle à la voie de ton Seigneur avec sagesse, par de douces exhortations, et n'entre en controverse que de la plus belle manière. Car en vérité, ton Seigneur sait bien qui est

égaré du chemin et qui est bien guidé » S16V125.

« En vérité, Dieu départagera les Croyants, les Juifs, les Sabéens, les Chrétiens, les Mages et les polythéistes au jour de la résurrection. Certes Dieu est le témoin absolu. » S22V17.

A la lecture de ces versets, on peut se demander comment a pu se former chez certains islamistes, l'esprit sectaire, intolérant et inquisiteur. De quelle légitimité peuvent-ils se prévaloir pour s'octroyer le droit d'établir des pouvoirs tyranniques obligeant leurs concitoyens à être formellement croyants selon leurs normes ?

Les Algériens prennent conscience, même si c'est lentement, des contradictions de ces idéologies ritualistes et passéistes. Alors que notre société est en plein bouleversement, notre culture est appelée à faire son aggiornamento. L'homme peut accéder souverainement à la plénitude de sa conscience. Toutefois, des efforts continus, sérieux et appliqués doivent précéder sa libération. La dimension spirituelle des religions dans leur aspect ésotérique appelle à une introspection pour élever l'homme au-delà des contingences. Malheureusement, la dimension exotérique, rituelle et dogmatique des religions a été instrumentalisée justement par les pulsions de l'inconscient et les conditionnements sociaux au profit d'un ordre social préétabli.

« Examine donc le cas de celui-ci qui prit ses propres passions comme Dieu... » S45V23.

« Considère donc celui qui prend ses passions comme Dieu, comment pourrais-tu t'en porter garant ? » S25V43.

Il n'y aura pas, à l'évidence, une société algérienne fière d'elle-même sans l'Islam. Mais il n'y aura pas d'avenir pour l'Islam historique et de civilisation, s'il n'y a pas clarification ra-

tionnelle de ses fondements et un retour à la spiritualité divine.

Il n'y aura aucune issue pour les musulmans tant qu'ils ne sont pas prêts à abandonner des certitudes qui n'ont rien à voir avec le message spirituel de l'Islam :

Ils devront renoncer à se croire un peuple élu,

Ils devront savoir que Dieu est plus grand que leurs incantations,

Ils devront admettre que le Paradis est à Dieu pas aux musulmans de naissance,

Ils devront comprendre qu'ils n'ont pas été missionnés pour distribuer les jugements divins à leur convenance, garantissant aux uns le Paradis et condamnant les autres à l'Enfer,

Ils devront accepter l'idée que si les musulmans ont eu une faveur de Dieu en les faisant naître dans cette religion, d'autres peuples ont eu également d'autres faveurs sous forme d'autres guidances, à la convenance de Dieu.

Pour trouver une solution contemporaine à leurs graves problèmes, les musulmans devront comprendre qu'ils doivent discerner entre l'essentiel et l'accessoire, entre spiritualité et rite, entre l'adoration de Dieu et celle du chemin qui mène à Lui.

Alors, la sérénité, la paix et l'amour reprendront leur place dans les cœurs.

IV. Une identité assumée

Dans l'optique d'un ressourcement de la nation, il faudra régler définitivement la question identitaire en général et du tamazight en particulier. Son enseignement à large échelle, y compris en dehors des zones amazighophones devient une nécessité historique même si cela doit se faire progressivement et en respectant les particularités régionales. Pour son officialisation, l'une des voies à défricher, serait une primauté administrative, pour le moment au moins, à la langue arabe pour ne pas tomber dans d'inextricables chevauchements entre deux langues au même statut. Ajoutons un mot sur ce sujet pour dire qu'une très grande partie des Algériens arabophones comprennent et acceptent cette revendication pour peu que la classe politique et les intellectuels en général en soient convaincus eux-mêmes.

Quant à la daridja, elle retrouvera naturellement sa place dans l'expression populaire et à un certain degré à l'école primaire pour accompagner l'apprentissage de l'arabe classique ou du tamazight. Elle peut et doit faire le lien, entre l'univers linguistique de l'enfant et celui de l'apprentissage structuré. Cela devrait se faire sans complexe ni polémique inutile.

Après 132 ans de colonialisme français, c'est par la daridja que l'arabe a pu survivre. Aujourd'hui, la daridja peut se revivifier, se renouveler par l'apprentissage de l'arabe académique. L'un n'ira pas sans l'autre.

Mais au final, la daridja, le tamazight et l'arabe, réalités de notre identité linguistique, restent tout de même très largement insuffisants pour nos besoins d'aujourd'hui. Pour des raisons pratiques, le Français, mais également l'Anglais, l'Espagnol, le Chinois, le Russe ou l'Allemand, devront être enseignés, au moins pour l'une d'entre ces langues, de façon intensive et

dès l'école primaire. Aucune issue historique pour notre pays ne peut être envisagée sans cet effort d'ouverture.

Il faut que nos enfants puissent étudier les textes de nos écrivains, de nos penseurs, écrits en langue étrangère. Il faut ouvrir de larges espaces à l'apprentissage de notre patrimoine, à tout notre patrimoine sans exclusif. Il faut que les moyens grands publics, audio-visuels, cinématographiques ou de tout autre expression utilisent largement une daridja améliorée (mouhadhaba) pour dénouer des complexes profonds dans notre personnalité, malmenée trop longtemps par les aléas de l'histoire. Le tamazight doit trouver ses espaces d'expressions. Il faudra organiser un effort colossal de traduction des œuvres universelles à partir de toutes les langues vers nos langues... Un chantier immense et exaltant nous attend.

Il en résultera, à l'évidence, un rééquilibrage identitaire. Il faudra l'assumer pour retrouver des repères et reconstruire une société stabilisée et sécurisée en lui évitant cette errance à la recherche de soi au Moyen Orient ou en Occident. Il est primordial que l'Algérien puisse s'identifier à ses propres référents et qu'il s'y sente à l'aise et en cohérence avec lui-même. Il faut rééquilibrer de nouveau notre société dans ses valeurs, dans ses modalités fonctionnelles dans ses repères sociétaux. Elle doit rétablir son centre de gravité psychologique et socio-historique, en le situant en Afrique du Nord pas dans un « Illusionland ».

Pour concevoir notre avenir, les matériaux sont là. Il faut revisiter notre histoire antique, nos moments épiques mais également nos erreurs, nos échecs et même nos effondrements. Il faut que l'on se regarde en face et que l'on accepte, pour notre rédemption, d'assumer nos erreurs collectives, nos faiblesses mais aussi nos moments de gloire. Après un nationalisme libérateur, l'Algérie à besoin d'un néonationalisme porteur d'une vision et d'une

société plus sereine, plus confiante en elle-même, culturellement plus centré sur le Maghreb, libérée des trop nombreux complexes du passé, contribuant à la paix et à la sécurité pour tous dans le monde.

Il est donc venu le moment d'ouvrir très sérieusement le dossier de la question identitaire. Celle-ci relève non pas d'une quelconque position politique chauvine ou idéologique mais d'une dimension touchant à l'intégrité de la nation. Ce débat doit être mené de concert avec la classe politique, la société civile et les universitaires qui lui ont déjà consacré leurs efforts, leurs travaux et leur intelligence. L'Amazighité doit être comprise par tous comme un patrimoine fondateur de la personnalité algérienne. Elle doit trouver auprès de tous, les moyens de son sauvetage d'abord puis, de son épanouissement, selon les modes d'expression que le génie populaire lui attribuera. Un effort académique devra être mené à son terme. Une valorisation des différents dialectes du tamazight devra être engagée et développée. Le recensement du patrimoine oral mais aussi culturel au sens large devra être entamé au plus vite. En tifnagh, en lettres arabes ou latines, l'essentiel aujourd'hui est de recueillir notre mémoire collective et de la préserver.

Quitte à ce que la génération suivante fasse le choix définitif de sa graphie.

Par ailleurs, un travail politique devra être mené pour que nos concitoyens arabophones comprennent qu'il ne s'agit en aucune façon de dresser ici un concurrent à la langue du Coran mais une application fidèle de son enseignement :

« Parmi ses signes il y a la création des cieux et de la terre, la diversité de vos langues, de vos couleurs. En cela, il y a en vérité des signes certains pour les savants » S30V22.

V. Une société plus équilibrée.

Après la question de la culture, intimement liée à l'identité et au religieux, nous devons aborder les déséquilibres de la société elle-même.

Rappelons que la société traditionnelle s'était constituée en rapport directe avec le contrôle de la reproduction, donc de la place et du rôle de la femme en son sein. Or, la modernité est en voie de redistribuer les cartes. La construction de rapports dissymétriques homme-femme ne répond plus aux sollicitations contemporaines et est historiquement condamnée. La société traditionnelle avait pris un délai multiséculaire pour se constituer. Elle utilisa également, le moment venu, le carcan du sacré pour mieux se maintenir. Tout cela est maintenant obsolète. Mais que faire ? Faudrait-il attendre plusieurs siècles pour voir se reconstruire quelque chose de nouveau ? Ou bien est-il possible d'accélérer l'avènement d'une ère nouvelle ?

L'expérience d'autres nations a montré que la destruction des structures de la société traditionnelle causée par la montée du modernisme aboutit à de nouvelles structures, cette fois-ci, déterminées par la négociation sociale et consolidées par le droit. C'est la transformation de la solidarité organique de la tribu en solidarité fonctionnelle des membres de la nation. C'est la métamorphose du sujet en citoyen.

Le droit positif et la puissance publique de l'État remplacent le droit coutumier et la puissance religieuse. La société se maintient dès lors, non pas par des comportements stéréotypés des individus conditionnés par la tradi-

tion mais par une structure externe, un exosquelette composé par la raison du législateur.

Cette substitution est d'autant plus complexe qu'elle suppose une réelle légitimité aux législateurs, avec un rééquilibrage des rapports dans la société, expression d'un nouveau consensus. La difficulté est de donner une entière légitimité aux nouvelles dispositions. Celles-ci ne doivent pas heurter frontalement les croyances, sinon le choc deviendra inévitable et parfois d'une grande violence. C'est ce qui s'est passé en Algérie durant les années 90.

Pour maîtriser le processus du changement des valeurs anthropologiques sans aggraver les tensions, il faut d'abord opérer une relecture, plus juste et mieux actualisée de l'Islam. Tant qu'il n'y a pas opposition directe par les dispositions coraniques et mieux encore, lorsque ces dernières encouragent une certaine évolution, il faut que la société politique s'en saisisse pour accélérer le rythme des changements souhaités.

Les structures de la société établies par le droit sont plus légères, plus souples et plus adaptables aux évolutions du temps. Mais elles resteront fragiles tant qu'elles n'auront pas scellé une alliance nouvelle avec la dimension religieuse. Celle-ci doit être alors interprétée dans sa dimension spirituelle et métaphysique pour qu'elle aide à la stabilisation d'un nouvel équilibre. Mais, regardons de plus près les thèmes de société qui devraient faire débat les années à venir.

Une nouvelle relation homme-femme

Pour celui qui vit au sein du peuple, son premier sentiment est que nous sommes encore très loin d'une émancipation de la femme. Il est vrai que statistiquement, le nombre de femmes vivant dans le modèle ultra conservateur est a priori très élevé. Mais c'est à l'aune d'une dynamique qu'il faut juger l'évolution générale. Le seuil critique du taux des femmes instruites, relativement autonomes sur le plan financier et ayant gagné une certaine liberté de mouvement, a été atteint. La masse féminine ayant accédé à la modernité est en progression géométrique. Il y avait quelques centaines de femmes émancipées en 1962. Il a fallu probablement une dizaine d'années pour atteindre quelques milliers. Puis une dizaine d'années encore pour franchir la barre des dizaines de milliers. Maintenant, elles se comptent en centaines de milliers. Dans une génération, elles seront largement majoritaires.

Cette dynamique ne va pas sans poser des problèmes, aux hommes, bien entendu mais aux femmes elles-mêmes également.

Les hommes sont souvent perdus entre l'idéal du moi qu'ils ont reçu de la tradition en héritage et la nouvelle réalité. L'homme ne sait plus ce que signifie sa virilité. Il n'est plus le seul maître des ressources financières de la famille. Il ne sait pas toujours ce qu'il peut autoriser à son épouse et à ses filles et ce qu'il doit interdire, au nom de son autorité et sous le parrainage de la tradition. Parfois, au nom de celle-ci, il s'oppose à la volonté de la femme mais n'arrive plus à se faire obéir. La contestation est toujours au bout de n'importe quelle décision. Dans le fond, la femme peut avoir raison mais la forme n'y est pas. Elle refuse, conteste et peut retourner une forme d'agressivité à l'encontre de son vis-à-vis. Blessé, l'homme perd ses moyens, ne sait pas toujours quelle

attitude prendre. La situation est d'autant plus grave pour lui que personne ne lui a appris le sens du dialogue. De son temps, l'autorité de son père était incontestable. Sa mère, même si elle arrivait toujours à ses fins, savait respecter les manières. Aujourd'hui, plus rien de tout cela. Dans la société traditionnelle, on ne discute pas avec « les femmes ». Mais aujourd'hui, ça se complique. Le rapport de force devient inopérant. La femme est instruite, souvent plus que le mari (2/3 des universitaires sont des femmes). Elle sait se défendre. Elle est bien armée et mieux informée que l'homme. Elle bénéficie de l'expérience séculaire des travers de la tradition qu'elle a subie de génération en génération. La femme d'aujourd'hui est dépositaire de cette mémoire.

L'homme est en train de perdre de sa superbe. Lorsqu'il avait pressenti la tournure des événements, il avait réagi en animal blessé. Il a voulu défendre coûte que coûte sa position. Il a même pris les armes. Mais au final, il ne lui reste plus qu'à s'adapter à cette situation inéluctable. L'homme devra réajuster ses valeurs, reconsidérer la logique de ses relations et réactualiser le sens qu'il donne à sa virilité. Il est impératif que l'école, la mosquée, les médias et les hommes de culture, lui expliquent et lui clarifient la nouvelle philosophie de vie, sans quoi, il trainera longtemps un désarroi qui peut devenir dangereux.

Quant à la femme, qui semble sortir gagnante de ce conflit multiséculaire et dans sa recherche d'une nouvelle configuration de l'ordre social, elle aura également à payer une contrepartie pour la conquête de sa liberté.

Déjà, elle se plaint du manque de coopération de son conjoint, elle souffre d'assumer non seulement les anciennes charges des femmes au foyer mais aussi de nouvelles responsabi-

lités domestiques, d'éducation des enfants et parfois des finances du couple.

Cela explique la courbe ascendante des divorces. La reconfiguration des rapports à l'intérieur du couple cause de plus en plus de cas de séparation. La femme se retrouve face à des difficultés que la société n'a pas prévues. D'autres, en faisant le choix de la réussite professionnelle, souffrent du célibat.

Les concepteurs des programmes gouvernementaux devraient se pencher très sérieusement sur ces questions.... de société !

Passer du rapport de force au rapport de raison

Dans la description de la société traditionnelle, nous avons vu comment le rapport de force dans la gestion de l'autorité lui était consubstantiel. Or, ce rapport s'était reproduit, naturellement, entre toutes les catégories de la société : rapports parents-enfants, maître-écoliers, patron-employés, gouvernants-administrés...

Avec la montée des nouvelles valeurs anthropologiques, ce type de rapport est voué à échouer dans ses modalités. Quelle que soit la « bonne » raison, il est difficile de mobiliser ses subordonnés par les procédés habituels du rapport de force.

Par contre, en l'absence de rapport de force, l'inverse est vrai : les subordonnés perdent leurs repères et deviennent irresponsables ou alors tentent de renverser l'autorité. Souvent, la société n'a appris à ses membres qu'un mode binaire d'autorité : donner ou recevoir

l'ordre. Si le chef ne donne pas d'ordre, alors on peut devenir chef à sa place!

Le rapport de force est à la racine de beaucoup de problèmes des collectifs quelle que soit leur nature.

Il est temps d'apprendre aux enfants, dès l'école primaire, de nouvelles modalités de rapport d'autorité, fondées sur la raison, l'argument et le dialogue et ne plus rester sur le principe de « l'indiscutabilité » des ordres.

Il faudrait des programmes de formation pour les chefs d'établissements scolaires, des enseignants et de tous les décideurs en général. Puis préparer par des exercices pratiques, les enfants à obtenir des résultats par le dialogue et la raison et non pas par la brutalité et la force.

Exercer le leadership doit être enseigné très tôt par des techniques psychopédagogiques. Il doit faire l'objet d'une attention particulière avec les hommes (et les femmes) politiques, les chefs d'entreprises ou pour toutes celles et tous ceux qui ont des responsabilités d'équipes dans tous les domaines et à tous les échelons. Il faut développer l'esprit d'équipe de manière rationnelle. Tout cela doit être construit patiemment et sur la durée, à travers les outils que se donne toute société digne et consciente des enjeux.

Lever la chape du conformisme

Autre tare venue des anciennes conceptions de la vie, le conformisme stérile doit être bousculé. Il ne s'agit pas de renier toute forme de tradition. Il est naturel de consolider dans la collectivité des us et des coutumes qui normalisent des processus sociaux et qui codifient des comportements, formant un langage conventionnel. Il est important d'harmoniser l'état d'esprit du groupe. Par contre, il faut briser les processus répétitifs qui n'ont plus de sens et qui ne répondent à aucune logique.

Certaines coutumes deviennent même choquantes pour un esprit sain. Mais le plus dangereux, c'est lorsque le conformisme empêche toute réflexion sur le sens des choses et leur utilité. Faire comme tous les autres, juste pour obtenir l'acquiescement de la société est une mauvaise voie. Les rapports entre les individus, en dehors des rapports ludiques, ne sont pas construits sur la transparence avec des objectifs clairs et partagés mais sur des stéréotypes obligés. Le conformisme devenant un obstacle à l'accomplissement de ses désirs, la société le met en devanture mais le contourne dans les faits. Cela encourage le mensonge et l'hypocrisie dans la société.

C'est ce conformisme pesant, inutile et souvent castrateur pour l'intelligence qui doit être combattu. Il faut libérer l'intelligence, la pensée libre et l'innovation pour mettre en mouvement le progrès et le développement.

L'erreur à ne pas commettre est de considérer par principe que l'anticonformisme est une solution. Par certains aspects, ce dernier n'est qu'un conformisme à l'envers. Faire juste le contraire de ce qu'exige la tradition n'est pas une issue sérieuse. Le problème que pose le conformisme ne se limite pas à la tenue, la coiffure, l'habillement ou même les modes d'expression. Le conformisme est limitant en ce

sens qu'il anesthésie l'élan créateur en l'homme en l'obligeant à s'adapter à un consensus de fait. L'imagination est alors bridée, la pensée étouffée, la critique interdite, les remises en cause bannies. Les conséquences en deviennent d'autant plus lourdes. C'est tout un état d'esprit qui peu à peu s'impose dans la société, favorisant la sclérose et la rigidité au lieu de la souplesse et de l'imagination. Pour contrer les effets néfastes du conformisme, il faut favoriser l'imagination, l'innovation, la création. Là aussi, l'école est un passage obligé. La refonte des programmes en fonction de ces objectifs serait d'un grand secours.

Ne plus respecter l'ignorance

L'acquisition du savoir et son emploi dans la vie pratique est vital. Sortir de l'esprit du charlatanisme et du magique est incontournable pour une société d'avenir. La société traditionnelle, pour des raisons intrinsèques à son fonctionnement s'était accommodée de l'ignorance et l'avait même favorisée.

L'échelle des valeurs, l'ordre social, la position morale ou l'autorité n'avaient pas de relation avec le savoir. C'était plutôt l'âge, l'importance de la tribu à laquelle on appartenait, les moyens matériels dont on disposait et le rapport de force qui créaient le respect. On pouvait être totalement analphabète, cela n'avait pas grande importance dans le fonctionnement de la société.

Aujourd'hui encore, à part l'effet clinquant des titres (docteur, ingénieur, avocat et autre cliché), le savoir en lui-même n'est ni reconnu ni honoré. L'homme de science est même considéré presque comme un marginal à plaindre.

Quant à l'autorité, elle va à celui qui démontre de la force et de la puissance. Dans cette ambiance, c'est la ruse, la malice, l'absence de scrupules, l'appétit insatiable, l'esprit de com-

bine, l'hypocrisie etc... qui remplacent le savoir, l'effort, la rectitude et l'intelligence !

En Algérie, il n'y a pratiquement aucune correspondance entre le niveau du savoir et la responsabilité politique, économique ou social. Souvent des institutions sont dirigées par des personnes totalement ignorantes mais pourvues de grandes prérogatives. Ces personnes ont à leur service une noria de cadres qui tentent autant que faire se peut, d'accompagner leur chef dans ses décisions.

La société algérienne doit apprendre à apprécier à sa juste valeur la science et la technologie. C'est à ceux qui possèdent le savoir qui doivent diriger le pays à tous les niveaux. L'ignorance ne mérite aucun respect même si l'ignorant lui-même doit être respecté.

Lorsque l'Etat, ses démembrements, les institutions économiques et sociales ainsi que tous les collectifs lieront les niveaux de responsabilité au savoir, la pyramide actuelle s'inversera, les charlatans et les délinquants ne trouveront plus de place au sein du gouvernement, des partis politiques, des assemblées élues ou des conseils d'administration des grandes entreprises !

Prendre en compte le mérite

Cette attitude nouvelle poserait immédiatement la question du rapport au mérite. Pendant trop longtemps, le discours politique s'était adaptée à la pente naturelle de la société traditionnelle et a produit un populisme ravageur. Produire des modèles de réussite pour la société sur la base du mérite est une leçon morale et pédagogique de grande portée.

Les ressources humaines de la nation doivent être gérées avec le plus grand soin et un sérieux et une rigueur à toute épreuve. Il faut très rapidement sortir du populisme, du clientélisme, du népotisme et de l'allégeance dés-

honorante. L'accès aux hautes charges, qu'elles soient politiques, économiques ou administratives, doit être lié directement au mérite mesuré à l'aune de critères objectifs et concrets. Même les aides que doit consentir l'Etat (en fin de compte, la nation) aux différentes catégories de citoyens doivent être liées à un mérite.

Combien d'universitaires, de grands diplômés, des techniciens restent sans travail, sans logement et sans aides alors que d'autres, au titre de l'ancienneté et surtout des réseaux familiaux ou par la grâce de la corruption se hissent à des postes incompatibles avec leur profil. Il faut remettre de l'ordre dans la société. Il faut par exemple, intégrer des points favorables en fonction du niveau d'instruction, dans les critères d'attribution pour le logement, pour le choix du lieu de travail, pour l'obtention de terres agricoles à mettre en valeur etc.

Il est par ailleurs, intolérable, que des personnes sans aucun niveau scolaire dirigent des assemblées locales de grandes villes, alors que des urbanistes, architectes et autres ingénieurs sont marginalisés.

Il est illogique de reloger pour la énième fois des habitants des bidonvilles (qui en font leur business) alors que des médecins ne pourront jamais acquérir le même logement après toute une carrière... s'ils devaient compter sur leur salaire !

Dès que vous accéder à une catégorie professionnelle plus élevée, vous subissez des règles discriminatoires à votre encontre. Le logement social est offert à la catégorie censée être la plus démunie, mais ce même logement est inaccessible à une catégorie censée être privilégiée qui, dans les faits, est tout simplement exclue par le système.

Le populisme a tout nivelé, bien entendu, par le bas. Cadres supérieurs, ingénieurs, universitaires sont logés dans les mêmes cités que les anciens habitants des bidonvilles ou de

franges populaires très défavorisées. Du coup, la petite élite se retrouve noyée dans une masse incompatible dans ses habitudes et ses comportements. Des souffrances inutiles sont infligées à une petite classe moyenne qui a toutes les difficultés du monde pour émerger et mener sa vie dignement.

Travailler peu pour gagner beaucoup est une illusion

Refaire découvrir les vertus du travail aux Algériens sera un exercice inévitable bien qu'ardu. Pour des raisons d'ordre anthropologique et historique, le travail moderne est perçu comme une sanction, une corvée inutile et une injustice.

La trop longue dépendance des individus par rapport au cocon familial, la solidarité familiale mal placée, l'immobilité professionnelle, ne favorisent pas le rattachement du sentiment d'honneur à sa propre autonomie et donc à son travail.

Le manque d'esprit d'autonomie, le conformisme, la routine, l'absence d'initiative, tout cela empêche l'individu de se projeter vers l'avenir, de formuler un dessein, de se permettre de rêver d'un projet etc....

Les jeunes ont peur de s'éloigner des parents dans le cadre d'un projet économique. Ils ne changent que très difficilement de lieu de résidence.

S'il ne travaille pas à son compte avec le minimum d'efforts et en gagnant beaucoup, il est difficile de mobiliser le jeune et de le mettre à la tâche. Travailler peu et gagner beaucoup, voilà le slogan d'une grande partie de la jeunesse qui n'a reçu de formation que de vagues notions généralement inutiles et inadaptées à la vie professionnelle.

Bien entendu, il ne s'agit pas là de rejeter la faute sur ces innombrables jeunes, perdus

dans un univers dégradé et sans but. Le rôle de l'école là aussi est essentiel ; une école qui prépare le jeune à la vie d'adulte, avec des notions concrètes sur la relation entre l'effort et le résultat, entre le travail et la sécurité du lendemain, entre l'investissement de soi et la richesse... est plus que nécessaire.

La rationalité est à conquérir

Il est urgent pour les Algériens de quitter l'univers magique dans lequel un grand nombre vogue et d'accoster sur les rivages du réalisme et de la rationalité.

C'est très lentement, au prix d'innombrables tâtonnements, d'essais et d'erreurs, de succès et d'échecs, que des règles claires pour l'accès à la connaissance ont pris forme. La civilisation contemporaine est le résultat des conquêtes de la raison.

L'Algérie doit conquérir cette forme de pensée ; c'est la condition pour entrer dans le monde moderne. La rationalité est à l'évidence l'une des valeurs produites par l'univers matériel. C'est la production, l'échange commercial ou les impôts qui ont poussé l'homme à inventer les chiffres, le calcul, puis les mathématiques.

Le monde matériel ramène l'esprit vers la matière, celle-ci en effet possède une forme, une masse, une consistance, en un mot, elle peut être appréhendée et définie précisément par la raison. C'est donc par les mathématiques, les sciences dures en général, mais aussi par la logique que peu à peu, les hommes ont accédé à la rationalité.

Il est temps pour nous, Algériens, de sortir de l'irrationalité régnante encouragée en toute irresponsabilité par le pouvoir et d'accéder à un niveau supérieur de la pensée humaine.

VI. Quelles valeurs pour notre société ?

La société algérienne, subit une perturbation profonde de son échelle de valeurs. Les valeurs les plus actives en son sein ne sont pas en cohérence avec ses besoins. Par ailleurs, un dysfonctionnement général de la matrice des comportements vient de la multiplicité et de la contradiction des échelles de valeurs établies au sein de la société.

Aujourd'hui, des « restes » de la tradition, normative et tatillonne, s'érigent en complexes psychiques, inflexibles et anachroniques qui empêchent tout ajustement interne des valeurs opératoires et causant des décalages et des contradictions entre les désirs des individus et les moyens psychologiques de leur satisfaction.

Notre culture traditionnelle s'est désadaptée du réel tout en subissant une modernité qui, à défaut d'être le produit endogène d'une évolution naturelle, lui impose des distorsions, s'insinue en elle à son corps défendant, la désarticule, la rend de plus en plus incohérente et l'éloigne de son sens originel. Le terrorisme, la violence, l'agressivité, la « harga », le suicide, la dépression, les névroses, sont les facettes manifestes et extrêmes d'une maladie sociale portées par l'individu. Le sous-développement en est le symptôme collectif.

Ce malaise est, au fond, l'expression de déséquilibres intrinsèques entre les multiples valeurs d'une culture, elle-même déstabilisée dans ses certitudes par une réalité nouvelle et exigeante qui ne lui fait aucune concession.

L'observation attentive de la société algérienne révèle donc un dysfonctionnement profond dans son système de valeurs. Celui-ci, bouleversé par une présence coloniale longue et déstructurante a été heurté, après

l'indépendance, par des politiques populistes qui ont atteint et perturbé des valeurs ancestrales, anthropologiques, qui avaient persisté comme résidus d'une vieille culture.

Maintenant, la société algérienne semble errer sans repères, sans référents. Elle se désagrège au fur et à mesure que la cohésion nationale s'atomise, se disloque. La violence des transformations sociales et le choc d'une modernité non assumée ont été tels que les Algériens ne semblent plus maîtres de leur destin. Ils deviennent nuisibles les uns pour les autres.

Les relations sociales, le mode de gouvernance, la transformation du modèle familiale montrent un désarroi profond, une angoisse croissante et un trouble névrotique. La famille et l'école dont le rôle premier devrait être l'apprentissage des valeurs et des modes de communication, sont en pleine déconfiture. La rue a pris le relais, constituant un espace où la violence, la brutalité, le non-droit et la laideur ont pris le dessus.

Les grandes cultures dans le monde qui donnent naissance à des civilisations épanouies, sont avant tout des systèmes cohérents, à grand potentiel d'adaptation, et toujours lié au sens de leur destin.

Une matrice d'un projet de société

Gouverner c'est prévoir dit la sagesse populaire. Mais prévoir quoi ? S'il s'agissait seulement de prévoir le nombre de logements à construire, le nombre de postes de travail à créer, le nombre d'usines à édifier ou même les taux de croissance, d'inflation et d'endettement à réaliser, cela aurait pu être confié à des experts es-sciences et le problème résolu. Mal-

heureusement, la réalité est beaucoup plus complexe.

Avant de savoir comment conduire une nation, il faut que celle-ci sache exactement quelle société elle veut. Cela signifie un haut degré de conscience populaire et une élite éclairée, loyale avec son peuple et engagée dans la réalisation de son idéal. Un projet de société ne peut pas être une spéculation intellectuelle ou la projection d'une vision préfabriquée à partir de matériaux importés. Il ne peut y avoir d'hommes providentiels capables à eux seuls de déterminer le sens de l'histoire. Un projet de société authentique doit être l'expression d'un potentiel endogène à la nation. Or, pour qu'un tel projet se manifeste, il faut que les conditions psychologiques et morales soient réunies. Il faut un élan populaire, venu du plus profond de la conscience collective pour porter une dynamique de civilisation. Une classe politique vertueuse doit aider cette dynamique de fond à se transformer en réalité. Celle-ci ne doit pas s'illusionner avec un modèle projeté qui réponde à une esthétique exogène.

Le peuple algérien réunit un certain nombre d'atouts pour réaliser cette métamorphose. Cependant, des failles importantes dans son appareil culturel le bloquent dans sa phase actuelle. Certaines valeurs essentielles pour un tel projet lui font défaut car elles ont été négligées par le système éducatif et familial, ou même détruites par une politique démunie de clairvoyance et de discernement.

Il est donc prioritaire de mettre en évidence certaines des valeurs nécessaires à un élan fondateur d'une civilisation afin de les conforter si elles sont déjà là, de les raviver si elles font parties de notre patrimoine anthropologique ou de les réinjecter dans la société si elles ont

été détruites par 50 ans de conduite erratique de la société.

Les valeurs phares

La définition des valeurs phares répond à certaines exigences intellectuelles, pédagogiques mais aussi de communication politique.

En effet, un projet de société n'a pas pour fonction d'étudier sous l'angle académique la question des valeurs. L'objectif étant fondamentalement pratique, nous proposons ici, la présentation de certaines valeurs phares que nous estimons essentielles pour la fondation de notre projet de société.

Par ailleurs, l'exigence pédagogique implique la limitation du nombre de valeurs phares à mettre en exergue. Autrement, ces dernières seraient diluées dans un flot qui leur ferait perdre leur opportunité et leur efficacité dans le discours et dans la pratique. De plus, il est essentiel que les valeurs soient choisies non seulement en fonction de leur utilité intrinsèque perçue à travers leur capacité opérationnelle, mais également pour leur harmonie fondamentale avec le fond anthropologique de la société dans sa dimension religieuse. Car, il doit être bien assimilé qu'aucune valeur étrangère à la cosmogonie islamique ne peut être cultivée avec une réelle chance de réussite. De ce fait, les valeurs phares proposées doivent avoir une racine dans l'imaginaire populaire, être cohérentes avec la dimension spirituelle, répondre à la dimension universelle et devenir vectrices d'une dynamique sociétale heureuse.

Quatre valeurs sont, dans notre contexte, capables de réamorcer une dynamique sociale nouvelle pouvant régénérer l'ensemble de la nation.

Responsabilité, Justice, Innovation et Solidarité.

La responsabilité

« ... Vous êtes responsables de vous-mêmes... Et vous retournerez tous à Dieu qui vous informera alors de ce que vous œuvriez » S5V105.

L'exercice de la responsabilité pour l'homme suppose celui de la liberté. Mais une liberté sans le sens de la responsabilité deviendrait vite une source de désordre dans la société. « La liberté de chacun s'arrête là où commence celle des autres » dit l'adage populaire. En effet, faire ce qui nous plaît peut signifier « liberté » mais en aucune manière responsabilité.

Dans la société algérienne, la valeur « responsabilité » est pratiquement déconsidérée.

L'Etat, depuis 1962 a mené une politique populiste d'assistanat car il exigeait en retour la docilité. Chacun doit se soumettre à la volonté politique du pouvoir en place. Celui-ci s'employant à répondre aux besoins de l'individu tout en prenant soin de les définir lui-même. Adossé à une culture fragilisée par son contact d'avec le monde moderne et recroquevillé sur lui-même, de nature communautariste et solidaire, le pouvoir politique a voulu aller jusqu'au bout de cette logique : tuer l'individu pour étouffer toute contestation. Parmi les conséquences de cette politique, l'incroyable perte du sens des responsabilités de l'Algérien.

Une multitude de dysfonctionnements de notre société provient de l'absence de cette valeur. Cela est palpable à tous les niveaux. Chez les dirigeants, les décisions tombent comme des couperets sur les administrés avec des conséquences parfois dramatiques mais cela ne remue aucun sentiment de culpabilité chez eux. Ils ne se sentent pas responsables des conséquences parfois désastreuses de leurs actes. Les plus hautes autorités de la République se permettent d'agir en dehors des règles constitutionnelles sans aucun remord et sans se soucier des effets de leurs actes sur

la population. Des Ministres, des walis prennent des décisions en bloquant des projets, en changeant de règles administratives provoquant la faillite des entreprises et mettant au chômage des centaines, voir des milliers de personnes alors qu'une simple concertation aurait pu l'éviter. Et tout cela sans sourciller. Un simple fonctionnaire vous fait venir et revenir à son bureau, alors que vous habitez parfois à des centaines de kilomètres de là. Il ne se pose aucune question sur les désagréments qu'il vous fait subir.

Ce comportement n'est malheureusement pas l'apanage des seuls représentants de l'autorité. Les petits gens, si souvent victimes de ces absurdités, deviennent eux aussi, à chaque fois que l'occasion se présente, la source de nuisances pour les autres. Le voisin qui fait des travaux à minuit en dérangeant tout le monde, le chauffeur qui conduit de façon ahurissante mettant en danger la vie des autres, les parents qui lâchent leurs enfants dans les rues au mépris des risques... Violence, abandon de famille, manque de sérieux dans le travail, parole donnée jamais assumée... et tout le reste de notre quotidien malmené par tant de nuisances dont l'origine reste la même : l'absence chez l'Algérien du sens de la responsabilité !

L'Algérien, en tant qu'archétype, est devenu imprévisible, causant sans cesse des dégâts autour de lui sans pour autant jamais en assumer les effets. Sans le sens de la responsabilité, c'est le désordre qui s'installe, progressivement mais inéluctablement. Les familles n'éduquent plus cette valeur. L'école est pire. Les Imams des mosquées se réfugient dans des discours incompréhensibles. La justice punit plus sévèrement ceux qui avouent (et donc assument) leurs méfaits que ceux qui s'arrangent pour nier leurs crimes. Reconnaître ses actes est perçu comme une insolence qu'il faut

punir. Les terroristes profitent de la loi sur le repentir mais ne se repentent point...

Réinjecter le sens des responsabilités dans la société est devenu impératif. Il faut inculquer au citoyen l'idée que chacun doit assumer les conséquences de ses choix et de ses actes. Celui qui a choisi de procréer 10 enfants ne doit pas s'en remettre ensuite à la collectivité pour leur santé, leur éducation, leur logement, leur emploi tout en se plaignant en même temps de ne pas pouvoir joindre les deux bouts.

Il faut que chacun comprenne que les décisions qu'il prend en toute liberté ont des conséquences, bonnes ou mauvaises qu'il doit assumer. Les modes de fonctionnement de la société entière doivent être réformés. En économie, le dirigeant qui fait gagner son entreprise, sur la base de données objectives, doit être encouragé, mieux payé, bénéficier de promotion etc.... Celui qui échoue dans ses missions doit être remercié.

Celui qui faute et assume son erreur doit bénéficier de circonstances atténuantes. Celui qui se dérobe à ses responsabilités et les rejettent sur autrui doit être condamné avec plus de sévérité. Il est vital que chacun soit mis devant les résultats de son comportement et de ses choix. Cela suppose fondamentalement :

La liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté de conscience.

Ces libertés doivent être clairement défendues dans les textes fondamentaux du pays. Elles fondent ainsi la démocratie comme mode de gouvernance de la société.

Ces valeurs pourront être d'autant mieux exprimées par notre société, que notre fond anthropologique amazigh y est très fortement attaché. A notre ancestral besoin de liberté, il nous faudra nous éduquer à intégrer plus de

sens des responsabilités dans notre culture populaire.

Ainsi, si nous voulons accéder à un niveau d'organisation supérieure de notre société, il faut que les individus qui la composent soit d'un niveau d'éducation performant, c'est-à-dire, une éducation qui éveille les consciences et qui éduquent les comportements. Une école bien faite n'est pas celle qui inculque beaucoup de savoir mais qui éduque l'enfant dans des valeurs hautes qui lui permettront de vivre dans une société dynamique, cohérente, sereine et solidaire.

La Justice

« Oh créatures, Je me suis interdit l'injustice et Ai interdit sa pratique entre vous. Ne soyez pas injustes ». Hadith Qudussi.

La justice est l'un des fondements impératif et essentiel dans la gestion de la société humaine. L'injustice, ou l'absence de justice, est la première source de désordre dans la cité.

Dès qu'une relation s'établit entre deux humains la notion de justice intervient. En effet, sur quelle base les uns et les autres interagissent ? La pente naturelle de l'égo humain est de se centrer sur ses propres intérêts, ses propres passions. Or, il n'y a pas de mesure absolue à laquelle se référer pour fixer des seuils définissant la relation juste. Ainsi en est-il dans les rapports entre les époux, entre l'employeur et l'employé, entre celui qui détient l'autorité et celui qui doit s'y soumettre.

Dans une société où la valeur « argent » prend de l'ampleur, où le matérialisme et le consumérisme s'imposent comme essentiels dans l'échelle de valeur définie par le monde moderne, les individus se laissent souvent entraîner vers des rapports d'intérêts sous-tendus par des rapports de force. Or, la force ne devrait être que la continuité de la justice, être son moyen ultime pour l'imposer à celle ou

à celui qui transgresserait le droit. La force ne doit en aucun cas fonder les rapports, car elle deviendrait l'instrument du racisme, du sexisme de l'intolérance ou de certaines idéologies totalitaires. Ces principes sont à la base de l'Etat de Droit.

En Algérie, l'institution sensée défendre cette vertu est elle-même au centre de controverses et est considérée par beaucoup de concitoyens comme étant plus au service du fort et du puissant plutôt que de la défense du droit.

Au-delà des problèmes juridiques, institutionnels et politiques, il faut s'interroger sur l'assimilation de la valeur « justice » par la société elle-même. Car, le fond du problème est de savoir comment celle-ci perçoit cette valeur et comment elle permet l'élaboration des lois et règles pour ordonner la vie économique, sociale, et politique.

On peut prendre pour exemple le rapport Homme/Femme. Pour certains, il s'agit d'appliquer les règles traditionnelles où la femme est dans l'obligation morale d'être au service du foyer et des enfants, et qu'il ne peut y avoir d'égalité stricte entre les époux, l'épouse étant subordonnée à la volonté du chef de famille. D'autres soutiennent qu'au contraire, rien ne justifie une quelconque différence, l'homme et la femme étant absolument égaux.

Cette perception contradictoire du rapport entre les hommes et les femmes, engendre une conception contradictoire de la justice dans l'arbitrage des conflits conjugaux ou plus largement des conflits dans la société. Ce type de perception contradictoire peut être élargi à un grand éventail de situation : rapport autorité / citoyens, administration / administré, culture dominante / culture minoritaire, etc....

Il est donc essentiel pour une nation de mettre en œuvre une justice institutionnelle indépendante, intègre, et équitable. Mais il est en même temps impératif de rendre cohérents

les principes de base sur lesquels se fonde la perception des citoyens de ce que doit être la justice. Cela relève bien évidemment d'une dimension culturelle.

La justice doit s'inscrire dans les principes suivants :

- Le droit et la justice fondent et défendent l'égalité des êtres,
- L'égalité dans la diversité,
- L'égalité entre tous en droit,
- L'égalité entre hommes et femmes.

C'est par l'assimilation de ces valeurs, dès le jeune âge, grâce à l'école mais aussi à tout l'environnement intellectuel, culturel, culturel, artistique et politique, que les Algériens harmoniseront entre eux leurs rapports et construiront l'Etat de droit.

L'Innovation

« Et quiconque fait Jihad, mène un combat contre sa propre âme... » S29V6

La vie est mouvement, changement, évolution. L'une des caractéristiques essentielle de la vie est sa capacité d'adaptation. S'adapter, c'est inventer de nouveaux moyens pour sa propre survie ou pour une meilleure vie.

La vitalité de l'espèce humaine, sa capacité à faire face aux défis de la nature, son génie à construire des civilisations à travers l'histoire, sont alimentés par son aptitude à l'invention, à la création et bien entendu à l'effort physique et intellectuel. Dans le monde actuel, les peuples les plus inventifs possèdent la technologie et s'imposent dans le concert des nations. Les peuples conservateurs, immobiles, incapables d'imagination se retrouvent tou-

jours à la fin du peloton mondial, à la traîne des découvertes et du développement.

En tant que valeur phare, l'esprit d'innovation fait corps avec des valeurs tout aussi essentielles pour pouvoir maîtriser son propre destin. Une nation terne, incapable d'imagination dans la production industrielle, culturelle ou sociologique finit par se scléroser et être défaite. Si le colonialisme n'est plus à l'ordre du jour, une forme plus pernicieuse de perte de la maîtrise de son destin devient réelle. Pour faire épanouir sa capacité d'innovation, un peuple doit cultiver d'autres valeurs y afférentes : La confiance en soi, le goût de l'effort et du travail bien fait, l'endurance et la continuité dans les objectifs.

Le pays doit encourager les créateurs, lever les obstacles de la bureaucratie, reprendre confiance en soi, aller de l'avant. Il faut qu'il se prépare à affronter les véritables défis qui nous attendent en tant qu'Algériens mais aussi en tant qu'humains, car, notre génération devra affronter un changement de civilisation qui concerne l'humanité. L'homme conscient doit agir, et prendre des initiatives.

La solidarité

« Les hommes sont tous frères ; frères en religion ou frères en humanité » Ali Ibn Abi Taleb.

L'homme est sans conteste, un être social et grégaire. Il ne peut vivre seul et en autarcie. Nul n'est parfait, et personne ne peut se suffire à lui-même. La solidarité agissante entre les hommes est une nécessité liée à la survie.

Les solidarités s'établissent, au départ, au sein de sa propre famille, éventuellement entre les membres de la tribu, plus tard au sein de la nation. Mais la planète est unique, et le monde

moderne, grâce aux communications est devenu un village.

Les difficultés des uns se répercuteront sur les autres. Pour affronter les grands problèmes de l'humanité, la solidarité est inévitable.

Ce sont les Etats qui maintenant gèrent ces défis à travers les institutions internationales. Cela n'exempte pas la société civile et les citoyens de leur devoir envers autrui. Lorsqu'un pays est confronté à des difficultés, il a besoin de plus de cohésion interne, de plus de solidarité entre ses citoyens.

La répartition des revenus de la nation doit se faire avec justice et équité. A travers ses institutions, la société doit être solidaire avec les franges les plus faibles, les plus démunis. Femmes seules, enfants abandonnés, orphelins, vieux, handicapés... il n'y aura jamais trop de solidarité.

Une société solidaire est une société chaleureuse et rassurante.

Les Algériens sont très largement solidaires. Il faudrait entretenir cette qualité mise en danger par un individualisme montant et un égoïsme subséquent.

VII. Quels outils pour un tel projet?

Un projet de société doit clarifier la vision du futur de la nation. C'est la dimension doctrinaire de la gestion de la cité. Pour concrétiser ces projections, il faut un instrument qui puisse engager, au nom de la société les réformes et les politiques désirées.

Dans les sociétés modernes, c'est l'Etat qui assume ce rôle. Or, dans nos sociétés traditionnelles, l'Etat est un concept encore flou et son rôle est plutôt assimilé à celui d'un régime politique. D'autant plus que pour la mémoire collective algérienne, l'Etat a trop longtemps était assimilé au pouvoir de l'envahisseur étranger. Funeste confusion.

La solidarité organique de notre société est liée au système affectif de la famille et plus largement à celui de la tribu. Les règles de légitimation de l'autorité relevaient, il y a peu encore, des relations de sang ou à tout le moins à l'appartenance tribale, ethnique ou régionale.

En Algérie, le sentiment d'appartenance à la nation est encore fragile. Le territoire est immense et malgré l'uniformité religieuse les différences identitaires sont multiples. L'histoire, hachée et caractérisée par des flux et des reflux des pouvoirs dynastiques médiévaux et des dépendances et colonisations successives, n'est pas un liant suffisamment puissant pour créer un capital symbolique puissant et dépasser sans risque la grave crise actuelle. Seule, la révolution algérienne a pu constituer un mythe fondateur encore vivace pour la nation. Malheureusement, ce capital symbolique a été très largement entamé par le régime politique établi depuis l'indépendance du pays.

L'Etat qui fut constitué à l'indépendance est exposé à une contestation d'une part pour son manque flagrant de légitimité et d'autres part

pour des raisons intrinsèques à la société qui n'a pas encore consolidée son sentiment national. Or, la nation ne sera confortée qu'avec le sentiment de citoyenneté, ce qui suppose deux conditions : le dépérissement des atavismes tribaux et régionalistes et la forte présence d'un Etat de droit.

L'Etat de Droit

Dans cette phase historique d'effondrement des structures de la société traditionnelle, c'est à l'Etat de remplir le vide qui s'annonce à l'horizon. La déstabilisation de l'univers religieux qui accompagne la déliquescence de la tradition a porté un coup à la morale en générale. Le désordre s'installe alors inexorablement dans tous les compartiments de la société, la menant peu à peu vers sa désagrégation.

Pour maintenir un ordre social, il faut recréer de nouvelles structures sociétales à même de remplacer les anciennes et réinventer une cohésion et une cohérence sociales perdues.

Les vieilles valeurs anthropologiques n'étant plus en mesure de maintenir debout et fonctionnel l'édifice de la société, il ne reste plus d'alternative en dehors d'un « exosquelette » conçu par le politique, formalisé par le législateur et imposé, au besoin par la force de la légitimité et de l'autorité publique. Autrement dit, cet « exosquelette » prend l'apparence d'un Etat moderne. Or, sa fiabilité et sa pérennité dépendent de sa légitimité : le pouvoir politique doit être soumis à la volonté populaire et son action doit être juste, morale et applicable à tous, sans discrimination ou exclusion.

L'Algérie, grâce à la révolution, a érigé un Etat. Cependant, celui-ci présente trop de faiblesses et trop d'incohérence pour pouvoir être qualifié « de droit ». Pour des raisons historiques faciles à appréhender, le régime politique n'a jamais légitimé son action par un véritable consensus national. Les luttes pour le pouvoir

ont jusqu'à présent prévalu sur le droit. Les institutions sont fragiles, souvent malmenées par les luttes d'influence et les scrutins frelatés. L'armée, colonne vertébrale de l'Etat depuis la lutte pour l'indépendance, se retrouve sous contrainte, enjeu des différents groupes d'intérêt. Elle perd peu à peu, par le jeu des alliances familiales et des puissances d'argent montantes, sa liberté décisionnelle et son rôle d'ultime arbitre.

Entre 1962 et 2016, la société a beaucoup changé et s'est complexifiée. Les enjeux financiers et économiques, les difficultés du développement, les besoins immenses d'une démographie incontrôlée et vigoureuse, le terrorisme, l'insécurité géopolitique et géostratégique, le vieillissement et l'usure des gouvernants... appellent à des réformes très profondes du mode de fonctionnement de l'Etat et de son organisation.

Les institutions politiques doivent retrouver leur rôle primordial de médiateurs entre les différents compartiments de la société. La justice doit absolument assumer son rôle et ses responsabilités. L'administration doit être renouvelée tant dans sa composante qu'en qualité.

L'Etat de droit doit assurer la sécurité, la justice et l'équité entre les citoyens. Il doit organiser la vie politique et l'accès aux responsabilités institutionnelles. L'administration doit être au service de l'Etat et celui-ci, au service de la société.

Pour atteindre ces objectifs, il faut donner une légitimité et un dynamisme à l'Etat de droit par une organisation politique démocratique.

La Démocratie.

En effet, c'est par le jeu sain des institutions démocratiques que la société peut retrouver une stabilité, un dynamisme et une vitalité qui la libère du fardeau du sous-développement et de ses incohérences endogènes dû à l'obsolescence et à la désagrégation de ses anciennes structures.

Désormais, l'autorité doit être le résultat d'un rapport de raison pas celui d'un rapport de force. Le consensus doit être obtenu par le dialogue et la négociation. Processus long et difficile mais inévitable pour une construction sûre et pérenne de l'Etat.

La démocratie ne peut être imposée par décret. Cependant, il ne faut pas s'abriter derrière l'échec de la première tentative de démocratisation dans les années 90 pour reporter sine die toute ouverture. Démocratie ne doit pas signifier désordre et anarchie. Toutefois, ordre et paix civile ne peuvent signifier régime autoritariste, élections trafiquées et justice aux ordres.

Un pouvoir responsable de sa charge doit préparer très sérieusement les mentalités à l'exercice de la démocratie. Il ne s'agit pas forcément de copier les régimes démocratiques mais d'entamer un processus qui doit aboutir à la sélection d'une classe politique digne de ce nom.

En effet, il n'est pas logique, qu'au nom d'une démocratie mal comprise, n'importe quel individu puisse se proposer à être élu pour présider aux destinées de sa collectivité locales ou pour concevoir les lois du pays ou même diriger l'Etat.

De vrais écoles de formations doivent préparer les citoyens à devenir responsables et ce, en dehors de tout critère idéologique ou d'appartenance politique. La notion de mérite doit

trouver là matière à réflexion et à traduction dans les faits.

Pendant longtemps encore, la nature du régime algérien restera d'ordre présidentieliste. La mentalité algérienne et la mémoire collective exigeront à la tête de l'Etat, un homme incarnant la volonté générale. Plus que cela, l'institution sécuritaire formera l'axe central de l'Etat. Ce n'est pas ici une question philosophique ou politique mais ontologique.

La société algérienne, hormis au niveau locale, n'est pas outillée pour un régime parlementaire. Ni son histoire, ni sa psychologie ne s'y prêtent. D'ailleurs, dans la phase actuelle, l'un des écueils à la démocratie est cette réticence au travail d'équipe et au respect des institutions dans leur fonctionnement. Les partis politiques ont les plus grandes difficultés à se construire sérieusement. Il est vrai que le pouvoir en place ne les aide pas, tout au contraire. Il reste que le chemin est encore long pour aboutir à une démocratie épanouie. Pourtant il est essentiel de s'atteler à la construire dès maintenant. L'avenir passe par l'action du présent.

Le système institutionnel algérien doit donc être réformé en fonction de ces données. Pour les résumer, il s'agit d'impliquer la population à assumer ses responsabilités politiques à travers les partis politiques mais en canalisant l'accès aux institutions à travers des normes raisonnables et progressives dans leur ouverture.

A un autre niveau et même si le Président de la République incarne le choix souverain de la population, des balises constitutionnelles très strictes sur l'emploi du pouvoir doivent être clairement posées. Il faut rapidement sortir de l'ère du « zaïmisme » absolu et entrer dans celle des institutions fortes. Il faut mentalement quitter l'esprit tribal et familial pour entrer dans l'organisation institutionnelle et

légale. Il faut en finir avec le mépris du peuple-sujet de la part des gouvernants et entrer dans l'ère du peuple-citoyen.

Aux côtés des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, un pouvoir sécuritaire doit être défini sans complexe. Rappelons-nous qu'in fine, l'Etat n'est que l'outil le plus moderne et le plus évolué qu'a exigé l'univers sécuritaire psychique de l'homme depuis toujours. C'est l'Etat qui est chargé du monopole de la violence. C'est lui, qui défend la patrie et la nation. Et le monopole de la violence légale est dévolu à l'Etat, à travers ses institutions sécuritaires.

Le monde d'aujourd'hui est peu sûr. Les transformations dans le monde arabo-musulman vont causer des troubles dans la région pendant de longues années devant nous. Monde arabo-musulman qui vit la phase de destruction de la société traditionnelle exactement comme l'a vécue l'Algérie durant la décennie 90. Des pays conservateurs, donnant l'image de la stabilité sont appelés à entrer dans le tourbillon de la modernité avec fracas dans un avenir proche. Pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, l'Algérie aura besoin pendant longtemps encore d'une sécurité renforcée et d'un Etat fort au sens politique.

La société algérienne est à la recherche d'elle-même. Même si un projet de société cohérent et d'avenir est engagé dès maintenant, il faudra néanmoins du temps pour voir les premiers fruits. Entre temps, alors que le pays devra s'ouvrir, édifier l'Etat de droit et se préparer à une vie politique démocratique, il sera nécessaire de maintenir une politique répressive à l'encontre de la violence et de la délinquance dues à l'effondrement de la société traditionnelle avec ses conséquences sur la déliquescence de la morale. Lorsque l'Etat de droit aura réussi à conforter les nouvelles structures d'une société désirée par les citoyens, alors la dimension sécuritaire s'apaisera ; elle sera

bien moins sollicitée. La paix sociale reviendra lorsque la paix des âmes sera une réalité. D'ici là, il y aura fort à faire : éduquer et former les nouvelles générations.

Les acteurs

Eduquer les générations montantes et reconstruire une société qui soit moderne, efficace et agréable à vivre, exige la mobilisation des médiateurs et des formateurs.

Dans la situation actuelle du pays, le pouvoir politique à travers les hommes et les femmes publiques aura une très grande responsabilité. C'est à lui de donner l'exemple, de faire les sacrifices nécessaires, de montrer sa disponibilité et surtout son respect absolu pour les lois et la morale publique.

Cependant, ils ne seront pas les seuls à devoir assumer ce rôle. La société civile, l'élite en générale, les icônes tant sportives que culturelles devront s'impliquer. Mais au-delà de tous ces acteurs, certaines catégories seront plus précisément et plus spécialement concernées.

L'enseignant

C'est à l'école et dès le primaire que les fondations d'un esprit libre, critique et constructif sont posées. L'enfant doit être très rapidement éclairé pour progresser le long d'un chemin semé d'embûches certes mais qui doit être aussi libérateur.

Pour obtenir une école de qualité et socialement utile, il faut lui redéfinir ses objectifs en fonction d'une vision de la société à construire. Il faut se donner les moyens d'une école moderne grâce à une sélection du corps enseignant par un effort continu de formation.

Il faut également revoir les méthodes pédagogiques en relation avec les objectifs finaux. L'école est le lieu où l'enfant apprend, s'ouvre au monde, s'imprègne des connaissances.

C'est également le lieu où l'enfant socialise, apprend à réagir avec les autres. Des rapports de raison et de dialogue entre le maître et l'élève, entre les responsables éducatifs et les parents doivent s'établir. L'école doit devenir un véritable univers d'apprentissage et d'éducation, pas un lieu de bourrage des crânes et de dressage !

Les méthodes pédagogiques doivent intégrer les moyens technologiques de communication. Un documentaire sur la planète ou sur la géographie permettra à l'enfant de saisir par l'image les informations au lieu d'avoir à les ingurgiter en mémorisant des mots qui ne veulent rien dire au fond pour lui. Des films sur l'histoire ou la manipulation de l'ordinateur prépareront les esprits aux défis du monde.

C'est l'école qui devra porter la plus grande charge dans la réforme morale du pays. Les enseignants auront une responsabilité immense et devront être considérés à leur juste valeur par la société.

Un programme de politique de l'école doit être établi par de vrais professionnels, psychopédagogues et éducateurs et porté par un consensus de la nation.

L'Imam

Un projet de société ne peut réussir s'il ne s'appuie pas sur l'ensemble des vecteurs éducatifs. Or, la religion a une place de première importance dans la construction de la psyché humaine et particulièrement dans le cas de notre peuple. L'univers spirituel doit être épanoui et devenir un élément moteur dans la production d'une morale publique et privée dans un esprit d'ouverture, de tolérance, de partage... La dimension spirituelle est incontournable.

Cependant, le drame des sociétés sous développées et surtout dans le cas des pays musulmans en pleine tourmente dû à l'effondrement des vieilles structures traditionnelles, est

qu'elles se sont attachées à l'aspect formel et ritualiste de l'Islam, abandonnant sa dimension spirituelle.

Il est donc nécessaire, avant d'impliquer la dimension religieuse dans une réforme fondamentale de la société, de réformer d'abord notre approche la concernant.

Quant aux Imams, il est absurde de les recruter parmi les élèves en échec scolaire. Tout au contraire, il faut être très rigoureux sur le profil des futurs Imams en choisissant parmi ceux qui sont les plus stables psychologiquement, et qui ne recherchent pas à compenser quelques complexes par l'exercice d'un office religieux qui leur donne de l'autorité et du pouvoir sur leurs concitoyens.

Par ailleurs, leur formation doit être totalement revue. Un Imam qui joue le rôle de conseiller de la communauté dans tous les aspects de la vie doit être lui-même éclairé, capable de comprendre les subtilités de la psychologie humaine et des relations sociales.

L'Imam est censé être bien avancé sur le chemin de Dieu. Il doit avoir résolu en lui-même de nombreuses interrogations. S'il est appelé à avoir de larges connaissances sur sa religion, il doit également être capable d'aborder d'autres sujets plus vastes. En ce XXI^{ème} siècle, il n'est pas possible de prétendre à une vie spirituelle épanouie si on ne maîtrise pas la science, la philosophie, l'histoire et l'étude comparée des religions.

Il faut que nos Imams cessent de parler avec des fantasmes sur les autres, sur les « mécréants », sur les Chrétiens, les Juifs, et autres religieux. Il faut qu'ils comprennent qu'ils vivent une période autre que celle du premier siècle de l'Hégire.

Par ailleurs les raccourcis simplistes, les invectives stériles et les discours enflammés doivent être bannis au profit d'une action péda-

gogique plus sérieuse et un ijthad de l'éveil mieux assumé.

Le corps des Imams doit être réorganisé. Non pas en clergé, mais en organisme scientifique de haute facture. Ceux qui prétendent à la responsabilité religieuse doivent être des hommes de Dieu, pas des hommes de pouvoir.

Rien ne les empêche d'être des hommes modernes, intelligents, sensibles et généreux. Pour cela, il faut séparer l'univers spirituel de l'univers affectif, non pas pour isoler l'un de l'autre, mais pour au contraire, créer de nouvelles relations bien plus efficaces et sans confusion.

L'utilisation du formalisme religieux pour l'habillage d'une vieille société traditionnelle en vue de la prémunir de toute évolution est au final un danger pour l'Islam lui-même. A l'origine, les univers affectif et spirituel sont indépendants l'un de l'autre. Bien entendu, la vie religieuse s'est ensuite profondément imbriquée dans l'ordre social, ce qui a mené vers une forme de confusion entre les deux univers. Il est nécessaire que l'essence même de chaque univers psychique soit individualisée. La raison d'être de chaque univers est en lui-même et la confusion ne peut mener qu'à des dérives. Une spiritualité forte, saine et vigoureuse est d'un grand apport pour la société. Par contre, il ne faut pas que le sacré soit employé par les structures sociales pour que ces dernières se fortifient au détriment de la dimension spirituelle. L'homme de religion peut être très moderne, à la pointe de l'évolution tout en portant de grandes valeurs spirituelles.

L'Imam doit être ce vecteur de compréhension du véritable rôle de la religion. Il ne doit plus être un gardien du temple de l'ordre social archaïque et obsolète, menant toute la société vers sa déchéance.

Les médiateurs

Aux côtés de l'enseignant et de l'Imam, toute une série de médiateurs dans la société ont un rôle potentiel de grande envergure. Il faut entendre par « médiateurs », tous les intervenants auprès de l'opinion publique quelque soit leur domaine de spécialité : hommes et femmes de culture, de théâtre, du cinéma, écrivains, animateurs de télévision, journalistes...

L'Etat doit encourager la liberté de création et en particulier toutes les œuvres qui portent un sens et qui mettent en évidence les valeurs positives et constructives pour la nation. Le livre est un vecteur puissant et doit être introduit très tôt à l'école. Les images sont cependant encore plus efficaces. Les débats et les documentaires ont une portée incomparable.

Il reste que l'action politique à travers les partis politiques et les associations citoyennes de tous types est mobilisatrice autour de thèmes idéologiques et permet par le débat contradictoire l'apprentissage de la pratique démocratique.

En résumé, il faut une action éducative de large envergure, utilisant tous les moyens en les orientant vers un contenu pensé et réfléchi en fonction d'un véritable projet de société.

Conclusion Générale

Après la phase de déconstruction de la société traditionnelle, avec ses flots de drames, d'échecs et de destruction, doit venir nécessairement le temps de la reconstruction. Une fois les conséquences d'un changement, non prévu et non maîtrisé, se sont réalisées, il est inutile de se lamenter plus longuement sur notre sort. Il faut juste bien comprendre ce qui s'est passé, en tirer les conclusions et se remettre à l'ouvrage.

Le peuple algérien avait chuté en l'année 1830 sous une domination étrangère qui a duré 132 ans. Le moment venu, il sut se reprendre et rétablir sa souveraineté. Un Etat fut alors rapidement érigé en s'appuyant sur les structures du mouvement national armé. Il mit en place une politique volontariste de développement matériel. Malheureusement, un problème beaucoup plus grave guettait le jeune pays. Le passif de la colonisation n'était pas tout à fait apuré.

Durant la nuit coloniale, la société s'était recroquevillée sur elle-même, refusant tout progrès, pour mieux protéger son identité et son intégrité. Le retard accumulé durant plus d'un siècle allait avoir de profondes conséquences. La société traditionnelle était restée figée, fonctionnant sur des principes et des valeurs décalées et inefficaces.

Face au monde moderne et bousculée par des politiques populistes et volontaristes, la société traditionnelle ne tarda pas à être remise en cause par de nouvelles valeurs qui s'infiltraient subrepticement dans les esprits et les mentalités.

Bientôt, un bras de force devait être engagée entre les tenants d'un ordre social dépassé et

ceux qui voulaient s'en libérer. Le contrôle de la femme en était l'enjeu central.

Malgré la violence de la réaction qui prit une dimension pathologique à travers un terrorisme barbare, la modernité a porté des coups fatals aux structures traditionnelles de la société.

C'est que la société n'est pas seulement une collection d'individus partageant une même nationalité et un lot de problèmes socio-économiques. La société est une entité cohérente incarnée par un programme général qui gère le comportement des individus qui la compose. Ce programme ou logiciel, est intégré dans l'inconscient collectif et règle les relations humaines à tous les niveaux, à l'intérieur de la famille, avec les voisins ou avec la puissance publique et même avec... soi-même !

Or, le choc de la modernité a été à l'origine de ruptures et de fractures multiples à l'intérieur du logiciel de la société traditionnelle. De ce fait, les individus se sont retrouvés en position difficile dans leur rapport aux autres. En se brisant en plusieurs fragments, la tradition a perdu toute cohérence interne bien qu'en même temps elle continue d'agir par des segments isolés les uns des autres, portés maintenant par des logiques fracturées et contradictoires. La crise des valeurs et des croyances en est une conséquence naturelle.

L'individu fut alors plongé dans le désarroi, le stress puis les névroses. Les comportements sociaux ont alors perdu toute cohérence. Les tensions qui en résultèrent furent à l'origine de graves troubles menant à l'insubordination, la formation de groupes idéologiques armés, et la violence aveugle du terrorisme.

Le moment de la résistance exaltée des tenants de la tradition est maintenant dépassé. Mais il reste des éléments du logiciel traditionnel, actifs et éparpillés dans l'esprit des in-

dividus, dès lors malmenés par leurs propres contradictions.

Mais au fur et à mesure que le temps passe, les valeurs nouvelles prennent plus de consistance, plus de force. Elles deviennent légitimes par leur propre efficacité et leur adaptation au réel d'un monde en pleine évolution.

Dans leur chute, les structures traditionnelles auront entraîné avec elles des pans entiers du formalisme religieux. En effet, la tradition avait instrumentalisé la religion pour mieux se maintenir et conforter ses structures. Son effondrement interne s'est répercuté bien évidemment sur les croyances religieuses qui lui servaient de support et de ceinture de consolidation.

Dorénavant, la religion subira un reflux qui touchera d'abord les croyances et aboutira par la suite à une sécularisation. Tout comme un chant du cygne, une phase de ritualisme excessif précédera l'abandon d'une vision formaliste de la religion. Culpabilisée par la perte de la foi, la société se réfugiera un temps dans l'exercice zélé, du ritualisme, de la forme, de la dimension exotérique, pour cacher à soi-même et à ses propres yeux, cette nouvelle réalité.

Aujourd'hui, l'Algérie est confrontée à son destin.

Elle doit accepter le changement de ses structures sociétales et accepter d'affronter la question de la modernité. Elle est sommée de renoncer à son ancien logiciel, à ses anciennes structures et d'en inventer de nouvelles. Elle devra gérer l'admission de nouvelles valeurs dans sa mentalité et ajuster leur fonctionnement.

Elle devra surtout s'atteler à définir son projet de société : la modernité n'est pas un produit ou une usine qui s'achète clefs en mains. La modernité, c'est en grande partie l'absence

de la société traditionnelle à la suite de sa déconstruction. Mais le vide laissé par celle-ci devra être comblé par de nouvelles structures. Celles-ci se construiront par la loi positive. La législation, au final, sera elle-même, la structure, c'est à dire le programme, de la société. De nouveaux rapports, entre hommes et femmes, entre citoyens et gouvernement et entre citoyens eux-mêmes devront émerger progressivement pour définir une société plus souple, plus innovante, mieux adaptée au monde moderne, en un mot, plus agréable à vivre.

Le danger qui nous guette est qu'à travers la mondialisation du matérialisme et du consumérisme, la nation perdra son âme. En particulier, une sécularisation poussée et la perte des repères religieux pourraient la déshumaniser.

Il faudra se garder de jeter la spiritualité avec le ritualisme. Réorienter la compréhension de la religion, replacer le rite dans le cadre bien compris d'une recherche, d'une quête du mystère de la vie est essentiel. L'homme doit être orienté par la transcendance.

L'Islam renferme un immense potentiel spirituel. Une relecture critique de nos croyances, une renaissance spirituelle loin de tout dogmatisme et de tout sectarisme, raffermiront la personnalité et l'identité algériennes.

Un rééquilibrage de notre identité, recentrée sur notre ère géographique naturelle sera un élément de stabilisation mentale et culturelle. L'amazighité sera un élément stabilisateur de

notre identité et l'un des moteurs d'un patriotisme serein et paisible.

Dans ces changements en cours, une nouvelle classe politique doit être engendrée par la nouvelle génération, celle qui porte naturellement les valeurs montantes.

C'est au final, à la nation algérienne de faire émerger les futurs dirigeants du pays qui seront appelés à se hisser au niveau des défis posés.

C'est là notre espoir, c'est cela notre objectif.

Annexe

Déclaration de Principe

Rendue publique le 13 Avril 2011

Au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux

Algériennes, Algériens,

C'est pleins d'espoirs mais conscients des immenses difficultés à affronter que, des citoyens parmi vous, de toutes conditions, de tous âges et de toutes contrées, ont décidé de mettre en commun leur énergie, leur générosité et leur compétence, en créant un parti politique, Jil Jadid, pour servir leur société, pour l'aider à transcender ses contradictions et pour enfin lancer l'Algérie dans le véritable développement humain, matériel et moral qu'elle mérite.

Notre pays se réveille

Pour émerger dans le monde moderne, toutes les grandes nations d'aujourd'hui ont eu à vivre des moments exceptionnels dans leur histoire, expressions de mutations profondes et fondés sur une nouvelle perception du monde, conduisant alors aux révolutions politiques. L'Algérie vit à son tour une transmutation, intense, globale et porteuse d'une réalité nouvelle dont les prémises sont déjà écloses.

Après une guerre d'indépendance, elle-même fondatrice des éléments constitutifs de notre personnalité nationale, après le refus populaire en 1988 de l'expérience totalitaire du parti unique, après 10 années de violences internes convulsives et 10 autres années de tâtonnements improductifs, voici venu le moment pour que ce peuple inaugure l'ère de la construction politique rationnelle, où l'engagement de chaque citoyen sera mis en synergie pour garantir à tous les membres de cette

nation la dignité de l'existence et l'esérance d'un possible meilleur avenir.

Voici donc venu le temps pour organiser la dynamique interne de la société pour que les transformations en cours lui permettent d'accéder à des horizons nouveaux. Cela est désormais possible. Car, dans l'intensité des malheurs vécus ces dernières décennies, les femmes et les hommes de cette nation ont, par leurs combats et sacrifices, semé des graines fertiles porteuses d'une évolution rapide et saine de notre société. C'est dans le feu de l'action, dans leurs heurs et malheurs, que les Algériens, ont fortifié leur sentiment national et ont forgé les conditions d'une nouvelle perspective historique.

Transcender les conflits idéologiques

C'est au lendemain de ces temps pénibles faits d'affrontements idéologiques violents autour de notre identité, notre rapport à l'Islam, à la tradition, à la modernité, à l'Etat, à l'autre genre, etc... que la nouvelle personnalité algérienne émerge avec en partage un plus grand nombre de valeurs universelles et une vision d'avenir plus harmonieuse.

Bien que lentement, l'Algérie sort de ses divisions idéologiques mortifères et subjectives pour enfin stabiliser les sources de sa sève vitale, son identité historique, ses référents culturels et civilisationnels et entrer dans le monde objectif des défis du présent, celui de l'économie, du social, de la citoyenneté ; en un mot, dans le monde du politique.

C'est dans l'espoir de contribuer à la construction de cette nouvelle Algérie que Jil Jadid, a été pensé. Il a été conçu et voulu en harmonie avec la conscience émergente du pays, plongeant son inspiration dans l'histoire, la culture, l'identité et la personnalité algériennes tout en proposant une vision de l'avenir, des hommes

modernes, une conception inédite et des outils politiques actualisés.

Une nouvelle génération

Pour son épanouissement, l'Algérie doit franchir une nouvelle étape dans son édification. Elle doit construire la nouvelle ère avec des hommes nouveaux tout en intégrant son passé et en étant fière de ses pères fondateurs et de la génération des libérateurs.

La génération d'aujourd'hui, a besoin de ces repères, de ces racines, de ce capital symbolique que les générations précédentes ont valeureusement construit et réalisé. Il faut intégrer l'acquis historique dans un mouvement de renouvellement pour franchir une nouvelle étape. C'est là, l'objectif ultime et profond de « Jil Jadid ».

Celui-ci proposera donc aux Algériennes et Algériens, un programme politique et une démarche pratique qui iront au-delà des divisions idéologiques qui avaient cours depuis la naissance du multipartisme il y a plus de vingt ans de cela. Il est porteur non pas d'une nouvelle idéologie mais plus humblement d'idéaux fondamentaux, qu'il défendra auprès de son peuple.

La liberté, la justice et l'équité, la dignité, le droit au dessus de tous, la démocratie, l'amour de la patrie, la solidarité, l'attachement à la souveraineté, le progrès moral et matériel voilà quelques uns des idéaux fondateurs que Jil Jadid s'appliquera à défendre. Il a l'ambition d'apporter du sens et du bon sens pour rechercher, concevoir, innover et proposer démocratiquement à l'Algérie des solutions pratiques pour sa gouvernance.

Il est et sera l'expression d'une nouvelle conscience politique, d'un contrat moral avec des citoyens désormais exigeants car ambitieux pour leur pays. Il sera l'émanation de la

volonté de tous ces Algériens qui voudront bien croire en lui et agir en conséquence.

Jil Jadid, sera fait par des femmes et des hommes, des jeunes et des moins jeunes, des citoyens de tous niveaux intellectuels et provenant de toutes les régions du pays.

Il se veut ce creuset où se retrouveront toutes les bonnes volontés de ce pays, au-delà de leurs différences et qui soient porteurs de ce quelque chose en plus destiné à être offert à ce pays, sans calculs ni attente d'un quelconque retour. C'est humblement mais avec une immense détermination que Jil Jadid entend s'engager dans le combat politique, sereinement, pacifiquement et avec l'aide de tous.

Puisse Dieu lui donner la force, la volonté et la clairvoyance nécessaires pour mener à bien cet espoir pour la nation.

Sommaire

2	Introduction
4	I. La problématique algérienne
6	II. Quel chemin prendre?
12	III. Un Islam mieux compris
16	IV. Une identité assumée
18	V. Une société plus équilibrée.
24	VI. Quelles valeurs pour notre société ?
30	VII. Quels outils pour un tel projet?
35	Conclusion Générale
38	Annexe